



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.750/4
du 5 février 2026

advies 78.750/4
van 5 februari 2026

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi du
15 décembre 1980 sur l'accès
au territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers
en vue de la mise en œuvre du
Pacte sur la migration et l'asile
de l'Union européenne'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
15 december 1980 betreffende
de toegang tot het
grondgebied, het verblijf, de
vestiging en de verwijdering
van vreemdelingen ter
uitvoering van het Migratie-en
asielpact van de
Europese Unie'

Le 30 décembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Asile et de la Migration, et de l'Intégration sociale, chargée de la Politique des Grandes villes à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 février 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur, et Benoît LAGASSE et Arnaud PICQUÉ, auditeurs adjoints.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 février 2026.

*

Op 30 december 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Asiel en Migratie, en Maatschappelijke Integratie, belast met Grootstedenbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ter uitvoering van het Migratie-en asielpact van de Europese Unie'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 februari 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, auditeur, en Benoît LAGASSE en Arnaud PICQUÉ, adjunct-auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 februari 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Interrogé sur l'accomplissement de formalités préalables, le délégué a indiqué qu'une demande d'avis a été adressée à l'Autorité de protection des données, à l'Organe de contrôle de l'information policière et au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

2. Interrogé plus précisément sur la consultation du Comité permanent R, vu notamment l'article 8septies, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, le délégué a répondu :

« Zoals in memorie wordt gesteld zijn deze bepalingen over 'law enforcement' geïnspireerd op EES-reglementering, waarvoor evenmin het advies gevraagd is van Comité I. Specifiek voor de opsomming van deze diensten (hernomen in art. 8septies, § 2, eerste lid, waar de vraag vooral over gaat) was die EES-reglementering trouwens op zijn beurt gebaseerd op de ETIAS-reglementering (art. 13 § 1 wet 29/3/2024). Voor die wet is wel een advies van Comité I gevraagd. Comité I had in haar advies geen bezwaar tegen deze principiële aanmerking van deze diensten als law enforcement authority.

Zie voor dit advies:

<https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/3886/55K3886001.pdf>, vanaf pg. 168.

De juridische dienst van DVZ zag het dus niet als een noodzakelijke vereiste om het advies van Comité I in te winnen ».

L'article 8septies, § 2, alinéa 1^{er}, en projet (article 10 de l'avant-projet) se lit comme suit :

« § 2. Les autorités suivantes sont les autorités désignées aux fins de l'application de la loi, telles que visées à l'article 5 du règlement (UE) 2024/1358 :

1° les services de police, visés à l'article 2, 2°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

2° la Sûreté de l'État, visée par la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité ;

3° le Service général du renseignement et de la sécurité des forces armées, visé par la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité ;

4° l'Administration générale des douanes et accises ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

L'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) 2024/1358¹ prévoit :

« À des fins répressives, les États membres désignent les autorités qui sont autorisées à demander des comparaisons avec les données d'Eurodac en vertu du présent règlement. Les autorités désignées sont les autorités des États membres qui sont chargées de la prévention ou de la détection des infractions terroristes ou d'autres infractions pénales graves, ou des enquêtes en la matière ».

Selon l'article 17, paragraphe 1, du règlement (UE) 2024/1358 :

« Seules les données suivantes sont enregistrées dans Eurodac, conformément à l'article 3, paragraphe 2 :

- a) les données dactyloscopiques ;
- b) une image faciale ;
- c) les nom(s) et prénom(s), nom(s) à la naissance, noms utilisés antérieurement et pseudonymes, ces derniers pouvant être saisis séparément ;
- d) la ou les nationalités ;
- e) la date de naissance ;
- f) le lieu de naissance ;
- g) l'État membre d'origine, le lieu et la date de la demande de protection internationale ; dans les cas visés à l'article 16, paragraphe 2, point a), la date de la demande est la date saisie par l'État membre qui a procédé au transfert du demandeur ;
- h) le sexe ;
- i) lorsqu'un tel document est disponible, le type et le numéro du document d'identité ou de voyage ; le code en trois lettres du pays de délivrance et la date d'expiration dudit document ;
- j) une copie couleur scannée d'un document d'identité ou de voyage, lorsqu'un tel document est disponible, accompagnée d'indications portant sur son authenticité, ou, à défaut, un autre document facilitant l'identification du ressortissant de pays tiers ou de l'apatride, accompagné d'indications portant sur son authenticité ;
- k) le numéro de référence attribué par l'État membre d'origine ;
- l) la date à laquelle les données biométriques ont été relevées ;
- m) la date à laquelle les données ont été transmises à Eurodac ;
- n) le code d'identification de l'opérateur ».

Le paragraphe 2 de l'article 17 prévoit en outre que d'autres données sont enregistrées dans Eurodac si elles sont disponibles.

¹ Règlement (UE) 2024/1358 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 'relatif à la création d'« Eurodac » pour la comparaison des données biométriques aux fins de l'application efficace des règlements (UE) 2024/1351 et (UE) 2024/1350 du Parlement européen et du Conseil et de la directive 2001/55/CE du Conseil et aux fins de l'identification des ressortissants de pays tiers et apatrides en séjour irrégulier, et relatif aux demandes de comparaison avec les données d'Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et par Europol à des fins répressives, modifiant les règlements (UE) 2018/1240 et (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 603/2013 du Parlement européen et du Conseil'.

Il ressort de ces éléments que la possibilité de demander des comparaisons avec les données d'Eurodac entraîne un traitement de données à caractère personnel.

Ainsi que la section de législation l'a rappelé à plusieurs reprises, le Comité permanent R est l'autorité de contrôle chargée du contrôle du traitement des données à caractère personnel effectué dans le cadre de l'article 107, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', en vertu de l'article 128 de la même loi ².

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Il convient dès lors de recueillir l'avis du Comité permanent R, parallèlement à l'accomplissement des autres formalités prescrites.

Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être à nouveau soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

² Voir l'avis 76.972/2/V donné le 28 août 2024 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 décembre 2024 'fixant l'entrée en vigueur de la loi du 2 juin 2024 modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel, portant exécution de certaines dispositions de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, aux avis de sécurité et au service public réglementé et abrogeant le chapitre IIIbis de l'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité' ; l'avis 76.426/2 donné le 2 juillet 2024 sur un projet devenu l'arrêté royal du 29 septembre 2024 'étendant les menaces évaluées par l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace dans le cadre de la demande de reconnaissance des communautés locales des cultes reconnus, en exécution de l'article 3, alinéa 2, de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace' et l'avis 75.110/2 donné le 27 février 2024 sur un avant-projet devenu la loi du 2 juin 2024 'modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 3938/001, pp. 65-90.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 20, paragraphe 3, du règlement (UE) 2024/1347³ prévoit :

« Lorsqu'un titre de séjour n'est pas délivré à un bénéficiaire d'une protection internationale dans un délai de 15 jours à compter de l'octroi d'une protection internationale, l'État membre concerné prend des mesures provisoires, comme l'enregistrement ou la délivrance d'un document, pour faire en sorte que le bénéficiaire ait un accès effectif aux droits prévus par le présent chapitre, à l'exception de ceux prévus aux articles 25 et 27, jusqu'à ce qu'un titre de séjour soit délivré conformément à l'article 24 ».

Interrogé sur l'exécution en droit interne de cette disposition, le délégué a répondu :

« Na erkenning door het CGVS, wordt door het CGVS een vluchtelingenbewijs afgegeven. Dit gebeurt zo snel mogelijk na de erkenning. Via dit vluchtelingenbewijs kan de betrokkene een A-kaart aanvragen (bijlage 6) waarmee hij toegang heeft tot de verschillende rechten zoals voorzien in de kwalificatieverordening.

Deze afgifte wordt geregeld in artikel 76 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen voorziet in de afgifte van het vluchtelingen. Er wordt hier geen uitdrukkelijke melding gemaakt van de termijn van 15 dagen bedoeld in artikel 20, § 3 van verordening 2024/1347, maar dit kan in de praktijk worden aangepast om te voldoen aan de verplichting van artikel 20, § 3 ».

Il est pris acte de cette explication.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Un arrêté de présentation est, en règle, dépourvu de préambule⁴. Les visas seront donc supprimés.

DISPOSITIF

Article 2

Étant donné que l'article 18 de l'avant-projet adapte l'article 15*bis*, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des

³ Règlement (UE) 2024/1347 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 'concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire et au contenu de cette protection, modifiant la directive 2003/109/CE du Conseil et abrogeant la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil'.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations 226 et 227.

étrangers' à la suite de la modification de la directive 2003/109/CE ⁵ par l'article 40 du règlement (UE) 2024/1347, il y a lieu de mentionner que la présente loi transpose en outre partiellement la directive 2003/109/CE.

Article 8

L'article 6 du règlement (UE) 2024/1356 ⁶ dispose :

« [l]es États membres prévoient dans leur droit national des dispositions visant à faire en sorte que les personnes [...] restent à la disposition des autorités compétentes chargées de procéder au filtrage dans les lieux visés à l'article 8, pendant la durée du filtrage, afin de prévenir tout risque de fuite, toute éventuelle menace pour la sécurité intérieure résultant de cette fuite ou toute menace potentielle pour la santé publique résultant de cette fuite ».

Invité à justifier la compatibilité au regard de cette disposition de l'article 8 *quinquies* en projet, qui ne semble pas prévoir que les personnes soumises au filtrage doivent rester dans certains lieux pendant la durée du filtrage, le délégué a indiqué :

« Dit artikel voert inderdaad artikel 6 van Verordening (EU) 2024/1356 uit, maar de toepassing ervan is niet beperkt tot de situatie van de screening aan de grens. Het betreft ook op basis van artikel 7 van Verordening (EU) 2024/1356 de vreemdeling die gescreend wordt op het grondgebied, bijvoorbeeld nadat hij werd geïntercepteerd of nadat hij een VIB deed in het registratiecentrum. Gezien de grote verschillen in de situatie van de vreemdeling en de wetgeving rond het statuut van de vreemdeling die parallel van toepassing is, wordt ervoor geopteerd een algemene medewerkingsplicht in te schrijven om te verzekeren dat de vreemdeling beschikbaar blijft voor de screening. Om dit te verduidelijken kan in de memorie een verwijzing naar artikel 7 Verordening (EU) 2024/1356 worden toegevoegd.

Ter info, de wetgeving die gelijktijdig geldt en die relevant is hiervoor is:

– Wat de screening aan de grens betreft: Artikelen 9 (aanwijzing verplichte verblijfplaats) en 10, lid 4, d) Richtlijn 2024/1346 (detentie verzoeker om internationale bescherming), omgezet in artikelen 74/28/1 en 74/5 wet 15 december 1980, en artikel 54 Verordening (EU) 2024/1348.

– Wat de verzoeker om internationale bescherming op het grondgebied betreft: artikel 7 Richtlijn 2024/1348 (verblijf in een opvangcentrum) en artikel 10 (detentie verzoeker om internationale bescherming), omgezet in de opvangwet en artikel 74/6 wet 15 december 1980.

– Wat de vreemdeling in onwettig verblijf die wordt geïntercepteerd betreft: artikelen 7, 27, 74/7 wet 15 december 1980 ».

Il est pris acte de ces explications.

⁵ Directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 'relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée'.

⁶ Règlement (UE) 2024/1356 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 'établissant le filtrage des ressortissants de pays tiers aux frontières extérieures et modifiant les règlements (CE) n° 767/2008, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240 et (UE) 2019/817'.

Article 10

1. Invité à justifier la compatibilité de l'article 8*septies*, §§ 1^{er}, alinéa 2, et 2, alinéa 2, en projet, qui prévoit des habilitations au Roi, au regard de l'article 22 de la Constitution et du principe de légalité qu'il consacre, le délégué a répondu :

« Deze machtigingen aan de Koning zijn analoog aan hetgeen reeds voorzien is in bv de "EES-wet" (wet van 19 maart 2023, met invoering nieuw artikel 2/2, § 1, tweede lid, wet 15 december 1980). De memorie van toelichting bij deze wet verantwoordde dit als volgt:

'Om een omslachtige wetswijziging te vermijden telkens wanneer het opportuun wordt bevonden een toegang tot EES te verlenen aan een van deze andere autoriteiten, of telkens wanneer nationaal bevoegdheden inzake grenzen, visa, immigratie of misdaadbestrijding wijzigen, wordt hiervoor een machtiging aan de Koning voorzien (punt 21 advies COC).'

Dit punt 21 van het advies van de COC (ref. DA220016, dd. 4 juli 2022) vermeldde op zijn beurt het volgende:

'21. De bevoegde nationale autoriteiten die toegang krijgen tot de gegevens van het EES voor de doeleinden van de artikelen 23 tot 35 van de EES-verordening, of ten minste de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om als een dergelijke autoriteit te worden beschouwd, zouden in de wet nader moeten worden bepaald.

Overwegende dat deze autoriteiten kunnen evolueren, mogen ze in een koninklijk besluit worden geïdentificeerd.'

(eigen nadruk)

Er werd dus getracht (...) om beide beginselen (legaliteitsbeginsel enerzijds en een zekere flexibiliteit anderzijds) te verzoenen door enerzijds wel de duidelijkste en wellicht belangrijkste (huidige) autoriteiten met toegang reeds bij wet te vermelden, maar anderzijds een machtiging aan de Koning te voorzien. Deze EES-werkwijze kan perfect analoog ook gelden voor Eurodac, waar het om gelijkaardige doeleinden en autoriteiten gaat. Deze noodzaak van flexibiliteit werd ook reeds (summier) opgenomen in de memorie van toelichting van huidig wetsontwerp ».

Dans son arrêt n° 162/2025 du 4 décembre 2025, la Cour constitutionnelle, rappelant sa jurisprudence constante, a jugé :

« B.23.1. L'article 22 de la Constitution réserve au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée. Il garantit ainsi à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue.

Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et qu'elle porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels ont été fixés préalablement par le législateur.

Par conséquent, les éléments essentiels du traitement des données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi, le décret ou l'ordonnance même. À cet égard, quelle que soit la matière concernée, les éléments suivants constituent, en principe, des éléments essentiels : (1°) la catégorie de données traitées, (2°) la catégorie de personnes concernées,

(3°) la finalité poursuivie par le traitement, (4°) la catégorie de personnes ayant accès aux données traitées et (5°) le délai maximal de conservation des données ».

La possibilité donnée au Roi par l'article 8septies, § 1^{er}, alinéa 2, en projet d'étendre les finalités de l'accès à Eurodac pour les autorités visées à l'alinéa 1^{er}, sans que cette habilitation soit encadrée, n'est pas conforme au principe de légalité consacré par l'article 22 de la Constitution.

Dès lors, soit l'habilitation sera mieux encadrée, soit l'avant-projet précisera les autres finalités de l'accès à Eurodac ⁷.

La disposition examinée sera revue à la lumière de cette observation.

2. Le paragraphe 4 en projet se lit comme suit :

« Le service Printrak de l'Office des étrangers est le point d'accès national visé à l'article 2, paragraphe 1, point k), du règlement (UE) 2024/1358 ».

En vertu des principes constitutionnels relatifs à l'exercice des pouvoirs, il n'appartient pas à la loi d'attribuer directement à un ministre ou à un de ses services des pouvoirs qui reviennent normalement au Roi.

La disposition examinée sera revue en conséquence.

Article 11

1. Invité à justifier la proportionnalité du délai de conservation de dix ans prévu par le paragraphe 4 en projet alors que, comme l'indique le commentaire de l'article, l'article 29 du règlement (UE) 2024/1358 prévoit dans certains cas des durées inférieures, le délégué a indiqué :

« Net zoals de omstandigheid dat de betrokken Europees bewaarde gegevens geen afbreuk doe[n] aan het nut om deze (ook) nationaal op te slaan, doet de mogelijks kortere Europese bewaartermijn geen afbreuk aan het nut om deze nationaal toch langer te bewaren. Meer nog, deze mogelijks langere nationale bewaartermijn wordt in de memorie zelfs vermeld als reden op zich om de gegevens ook nationaal op te slaan.

Om misverstanden te vermijden: het gaat hierbij enkel om gegevens die door België zelf worden ingevoerd in Eurodac, niet om gegevens die we via Eurodac zouden verkrijgen van andere lidstaten. Het is een constante bij de Europese databank-verordeningen dat de Europese bewaartermijn geen invloed heeft op de nationale bewaartermijn (zie bv art. 42, lid 2, SIS-verordening 2018/1861; artikel 30, lid 2, VIS-verordening 767/2008).

De termijn van tien jaar is momenteel de standaard bewaartermijn die voorzien wordt voor biometrie: zie ook het in de memorie aangehaalde artikel 30bis Vreemdelingenwet. Dit is weliswaar "langer" dan de vijf jaar die als standaardregel voorzien zou worden voor persoonsgegevens in het algemeen op grond van een

⁷ La possibilité, conférée au Roi par l'article 8septies, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, d'autoriser des autorités chargées de certaines finalités explicitées dans l'avant-projet d'accéder à Eurodac est en revanche admissible. Il en va de même pour la possibilité, conférée au Roi par l'article 8septies, § 2, alinéa 2, en projet, d'habiliter à agir en tant qu'autorités à des fins répressives des autorités chargées de la prévention, de la détection d'infractions terroristes ou d'autres infractions pénales graves au sens de l'article 5 du règlement (UE) 2024/1358 autres que celles mentionnées dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en projet.

voorontwerp van wet 'betreffende de verwerkingen van persoonsgegevens door de Algemene Directie Dienst Vreemdelingenzaken' (waarvoor reeds het advies van de Raad van State en de GBA werd verkregen), maar daarbij moet rekening worden gehouden dat die termijn van vijf jaar vaak pas begint te lopen op een tijdstip (ruim) na het verkrijgen en invoering van de gegevens, en/of dat deze gegevens na afloop van die vijf jaar enkel 'onbeschikbaar' worden gemaakt (en vervolgens opnieuw beschikbaar kunnen worden onder bepaalde omstandigheden). Een forfaitaire bewaartermijn van tien jaar, te rekenen vanaf het verkrijgen van de gegevens (en met onherroepelijke archivering na afloop van die termijn), zal als "netto" resultaat dan vaak nog korter zijn ».

Le commentaire de l'article indique à cet égard :

« La durée de conservation nationale est fixée à 10 ans. Ce délai est identique au délai de conservation prévu à l'article 30*bis* (voir l'AR du 21 avril 2007), ce qui semble souhaitable étant donné le chevauchement des deux articles. L'ancien paragraphe 5 de l'article 51/3 prévoyait d'autoriser le Roi à fixer ce délai de conservation, mais cet AR n'a jamais vu le jour. À titre d'information, la durée de conservation dans Eurodac est également de dix ans pour les demandeurs de protection internationale, ou de trois ou cinq ans pour les autres catégories (ou encore d'un an pour la protection temporaire, mais comme indiqué ci-dessus, cela ne s'appliquera qu'à partir de 2029). Ceci est réglementé en détail à l'article 29 du règlement (UE) 2024/1358 ».

Il revient à l'auteur de l'avant-projet de justifier la nécessité d'une durée de conservation de dix ans dans les situations où les normes européennes prévoient une durée de conservation inférieure par d'autres éléments que l'argument fondé sur le constat que les délais prévus par les normes européennes n'interdisent pas de prévoir des délais inférieurs, un tel constat ne suffisant pas pour établir la proportionnalité du délai unique envisagé.

2. Interrogé, à propos de l'article 8*octies*, § 4, alinéa 2, en projet, sur les raisons pour lesquelles les données ne sont pas détruites si l'étranger a acquis la nationalité d'un autre État membre eu égard notamment à l'article 30, paragraphe 1, alinéa 2, du règlement (UE) 2024/1358, le délégué a répondu :

« In lijn met het antwoord hierboven: er is geen noodzakelijke link tussen Europese bewaartermijnen (inclusief vervroegde schrappingen, zoals ingeval van verkrijgen van een bepaalde nationaliteit) en nationale bewaartermijnen. Het lijkt ons voorts perfect te verantwoorden dat gegevens uit een Europese vreemdelingendatabank geschrapt worden zodra de betrokkene een EU-nationaliteit verkrijgt, maar dat deze enkel nationaal geschrapt [worden] uit de Belgische databank indien hij de Belgische nationaliteit verkrijgt. De DVZ is immers ook bevoegd voor de opvolging van het verblijf van EU-onderdanen (andere dan Belgen) op het Belgisch grondgebied. Het is hierbij relevante of zelfs noodzakelijke informatie om (Belgische) informatie over bv illegaal verblijf (toen de betrokkene nog een onderdaan van een derde land was) te kunnen behouden. Dit gebeurde momenteel ook al: deze gegevens werden nog niet in Eurodac bewaard, dit is slechts het geval met Eurodac-recast. Dit betekende dan vanzelfsprekend niet dat de gegevens 0 dagen nationaal bewaard mochten worden (omdat ze Europees ook niet bewaard werden). De omstandigheid dat Eurodac momenteel wél deze gegevens bewaart (zij het mogelijks korter of met meer gevallen van vervroegde schrapping dan we nationaal deden/doen) kan dan natuurlijk ook geen argument zijn dat we nationaal onze bewaartermijnen moeten inkorten of het ook moeten schrappen indien de betrokkene een andere EU-nationaliteit krijgt.

Het is Europeesrechtelijk overigens ook niet verboden om vingerafdrukken van EU-burgers te verwerken. Meer nog, op grond van verordening 2019/1157 is het zelfs verplicht om vingerafdrukken af te nemen, bij de aanmaak van een identiteitskaart, en mogelijk bij de aanmaak van een verblijfsdocument (in een andere lidstaat). Om gevallen van identiteitsfraude te vermijden is het dan nuttig of zelfs noodzakelijk om deze te kunnen vergelijken met deze vroeger afgenomen vingerafdrukken.

We merken hierbij ook nog op dat huidig artikel 51/3 zelfs geen verplichting bevatte om de vingerafdrukken nationaal te schrappen als ze Belg werden (hoewel dit wel in de praktijk gebeurde), terwijl de oude Eurodac-verordening ook reeds een gelijkaardige bepaling bevatte in artikel 13, lid 1, Verordening 603/2013. Wat dit betreft is het huidig wetsontwerp dus zelfs een verstrenging (of creëert het alleszins meer rechtszekerheid) ».

Ces explications gagneraient à figurer dans le commentaire de l'article.

Article 12

1. Au 1^o, de l'accord du délégué, il sera question, dans la version française, de « décision finale dans le cadre d'une demande de protection internationale », afin de reprendre la définition de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 19^o, de la loi du 15 décembre 1980.

La même observation vaut pour l'article 13, 1^o.

2. Le 2^o sera revu afin de tenir compte de ce que les mots à remplacer dans l'article 9*bis*, § 2, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980 sont « la demande d'asile au sens de l'article 50, 50*bis*, 50*ter* et 51 » et non « une demande d'asile [...] ».

Article 13

Il convient de préciser que l'article 9*ter* a été remplacé par la loi du 29 décembre 2010.

Article 25

Le 2^o prévoit, en substance, que le demandeur doit présenter les documents établissant son identité ou sa nationalité en original et qu'une copie de ces documents est conservée dans le dossier administratif tandis que toutes les autres pièces en original que le demandeur présente à l'appui de sa demande peuvent être conservées dans le dossier administratif pendant toute la durée du traitement de la demande de protection internationale, le demandeur en recevant une copie.

Invité à justifier la différence de traitement entre les documents établissant l'identité et la nationalité et les autres pièces en ce qui concerne la durée de conservation de l'original et, dans ce cadre, à indiquer les raisons pour lesquelles l'enseignement de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 23/2021 du 25 février 2021 ne s'appliquerait pas pour les autres pièces, le délégué a indiqué :

« De vernietiging door het Grondwettelijk Hof (n° 23/2021) betreft specifiek de neerlegging en inbewaarneming van identiteitsdocumenten door de asielinstanties.

Het Hof stelde dat dit een inmenging teweeg brengt in het recht van de verzoeker op eerbiediging van het privéleven (B.20) en verwees hiervoor naar rechtspraak van het EHRM (EHRM, 24 juli 2003, *Smirnova t. Rusland*, §§ 95 en 97)):

'The Court finds it established that in their everyday life Russian citizens have to prove their identity unusually often, even when performing such mundane tasks as exchanging currency or buying train tickets. The internal passport is also required for more crucial needs, for example, finding employment or receiving medical care. The deprivation of the passport therefore represented a continuing interference with the applicant's private life (see, *mutatis mutandis*, *Christine Goodwin v. the United Kingdom* [GC], n° 28957/95, § 77, ECHR 2002-VI).

Deze rechtspraak betreft eveneens specifiek identiteitsdocumenten en stelt dat het ontnemen van het paspoort - dat nodig is in het dagelijkse leven om zijn identiteit aan te tonen - een voortdurende inmenging vormt in het privéleven van de verzoeker.

Deze redenering geldt niet voor andere documenten zoals stavingstukken in de asielprocedure. Deze documenten worden neergelegd met een specifiek doel (het aantonen van een nood aan internationale bescherming) en moeten niet dagdagelijks door de verzoeker worden gebruikt. Indien de verzoeker toch over de originele stukken moet beschikken, kunnen deze mits een geldige reden steeds vervroegd worden teruggevraagd overeenkomstig artikel 48/6, § 1, 6° lid.

Dit verschil rechtvaardigt bijgevolg een verschil inzake de bewaringstermijn' ».

Dans son arrêt n° 23/2021, la Cour constitutionnelle a jugé :

« B.15. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 10 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10, 11, 13 et 22 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 4 de la directive 2011/95/UE, avec l'article 9, paragraphe 1, de la directive 'procédures', avec les articles 7 et 47 de la Charte et avec les articles 8 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il ressort de la requête que le moyen porte plus spécifiquement sur l'article 48/6, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, qui règle le dépôt, la conservation et la restitution des documents d'identité du demandeur de protection internationale.

B.16. Dans une première branche, les parties requérantes font valoir que la disposition attaquée organiserait la saisie automatique des documents d'identité du demandeur de protection internationale pour toute la durée de la procédure et entraînerait ainsi une ingérence injustifiée et disproportionnée dans le droit de celui-ci au respect de la vie privée.

B.17. Comme il est dit en B.9.1, l'article 22 de la Constitution, l'article 7 de la Charte et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissent le droit au respect de la vie privée.

[...]

B.19. Selon l'article 48/6, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, le demandeur de protection internationale doit déposer les pièces originales des documents nationaux et internationaux qui sont de nature à établir son identité ou sa nationalité aussi rapidement que possible. Ces pièces sont conservées au dossier administratif pendant toute la durée du traitement de la demande. Le demandeur reçoit, à sa demande, une copie des pièces dont les originaux sont conservés au dossier administratif et un accusé de réception avec une brève description des documents déposés (article 48/6, § 2, alinéa 3).

La restitution des pièces originales précitées à l'étranger ou à son avocat intervient, en principe, à l'issue de la procédure de traitement de la demande de protection internationale (article 48/6, § 2, alinéa 4).

Une restitution anticipée est possible dans tous les cas, à la demande du demandeur, à condition que la nécessité d'une telle restitution soit justifiée valablement par ce dernier (article 48/6, § 2, alinéa 6). Les travaux préparatoires précisent qu'une telle nécessité peut être établie dans le cadre de l'accomplissement de certaines démarches administratives, légales ou autres pour lesquelles 'le dépôt ou la présentation des pièces originales en question est nécessaire ou indiquée (p. ex. pièces d'état civil dans le cadre d'un mariage, documents nécessaires à l'ouverture d'un compte bancaire, diplôme donnant accès à une profession)' (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 41). 'Lorsqu'elle est accordée, cette restitution anticipée s'effectue sans préjudice de la possibilité pour l'instance saisie d'exiger du demandeur qu'il redépose la ou les pièces originales concernées une fois que les démarches ayant justifié la restitution anticipée auront abouti' (*ibid.*).

B.20. En ce qu'elle impose au demandeur de protection internationale de déposer auprès des instances chargées de l'examen de la demande les documents originaux qui sont de nature à établir son identité ou sa nationalité et en ce qu'elle prévoit que ces pièces sont conservées au dossier administratif pendant toute la durée du traitement de cette demande, la disposition attaquée entraîne une ingérence dans le droit de ce demandeur au respect de la vie privée (comp. CEDH, 24 juillet 2003, *Smirnova c. Russie*, §§ 95 et 97).

D'après l'exposé des motifs, la disposition attaquée constitue une transposition de l'article 13, paragraphe 1, de la directive 'procédures' et de l'article 4, paragraphe 2, de la directive 2011/95/UE (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 37).

[...]

L'article 13 de la directive 'procédures' permet aux États membres d'imposer aux demandeurs de protection internationale la remise des documents établissant leur identité ou leur nationalité. Il ne prévoit rien en ce qui concerne les modalités de conservation, notamment en termes de durée et de restitution des documents déposés.

La Cour examine si l'ingérence respecte les conditions mentionnées en B.9.1.

B.21.1. Selon l'exposé des motifs, la conservation des documents d'identité et de voyage originaux des demandeurs de protection internationale pendant toute la durée de la procédure est justifiée par les raisons suivantes :

'2° Le paragraphe 2 nouveau vise à introduire dans la loi certains des principes liés au dépôt de pièces justificatives par le demandeur de protection internationale, qui étaient réglés jusqu'à présent par l'article 23 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement. Il s'agit du pendant de l'obligation faite au demandeur de protection internationale de présenter tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande, visée au paragraphe 1^{er}. En effet, lorsque le demandeur présente des pièces justificatives devant les instances chargées

de l'examen de la demande de protection internationale, se pose la question du dépôt de ces pièces au dossier, de leur conservation et de leur restitution.

Le premier alinéa a trait à la conservation par les instances chargées de l'examen de la demande de documents nationaux ou internationaux originaux de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur, et constitue une transposition de l'article 13.1 de la directive 2013/32/UE et de l'article 4.2 de la directive 2011/95/UE. L'utilisation de documents d'identité et de voyage par le demandeur pendant l'instruction de sa demande de protection internationale est, en effet, incompatible avec sa sollicitation de la protection internationale dans le Royaume. Par ailleurs, comme mentionné plus haut, l'établissement de l'identité et de la nationalité du demandeur est un élément central de l'examen de la demande de protection internationale, tout au long de celle-ci. La conservation des pièces originales de nature à établir cette identité et cette nationalité permet dès lors aux instances chargées de l'examen de la demande de faire, tout au long de la procédure, les vérifications nécessaires à cet égard. Le demandeur de protection internationale est tenu de déposer ces pièces le plus vite possible, et ce dès la présentation de sa demande de protection internationale, et son enregistrement auprès du ministre ou de son délégué.

Cet alinéa prévoit ainsi la conservation obligatoire, dans le dossier administratif, des documents d'identité originaux déposés. En effet, dès lors qu'il s'agit de pièces ayant trait à un élément central de l'examen de la demande de protection internationale et vu qu'il est indispensable que ces pièces puissent suivre le dossier administratif et être examinées par l'instance chargée de l'examen de la demande qui en est saisie, ce n'est pas l'autorité qui a réceptionné les pièces qui en assure la conservation de manière exclusive, mais bien l'instance chargée de l'examen de la demande de protection internationale, lorsqu'elle est mise en possession du dossier administratif. Aussi, si les pièces sont déposées au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et qu'un recours a été introduit contre sa décision devant le Conseil du Contentieux des Étrangers, le dossier administratif est transmis au Conseil, conformément aux articles 39/72, 39/77 ou 39/77/1 en ce y compris les documents d'identité déposés au Commissariat général. De même, le Conseil devra faire en sorte de restituer le dossier administratif au Commissariat général, en ce compris les pièces d'identité qui auraient été déposées en cours de procédure de recours devant lui' (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 37-38).

B.21.2. L'obligation faite aux demandeurs de protection internationale de déposer les pièces originales des documents nationaux et internationaux qui sont de nature à établir leur identité ou leur nationalité et le dessaisissement obligatoire de ces pièces en vue de leur conservation dans le dossier au cours de l'examen de la demande constituent une ingérence dans le droit au respect de la vie privée des demandeurs concernés.

Le dépôt des pièces originales des documents nationaux et internationaux qui sont de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur et leur conservation dans le dossier au cours de l'examen de la demande de protection internationale sont prévus par la loi et poursuivent un but légitime, à savoir l'établissement et, le cas échéant, le contrôle de l'identité et de la nationalité du demandeur de protection internationale, qui constituent un élément central de l'examen de la demande, dans le contexte plus global de la gestion de l'asile, de la lutte contre l'immigration illégale et de la protection de l'ordre public et de la sécurité nationale.

En ce qu'elle permet d'atteindre le but visé, la mesure litigieuse est pertinente.

Il y a encore lieu de vérifier que cette mesure n'est pas disproportionnée en ce qu'elle excéderait ce qui est nécessaire à la réalisation du but poursuivi.

B.21.3. L'obligation, imposée au demandeur de protection internationale, de déposer aussi rapidement que possible les originaux des documents qui établissent son identité ou sa nationalité doit permettre aux instances chargées de l'examen de la demande de vérifier l'authenticité de ces documents. Cette mesure n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif poursuivi.

Par ailleurs, la disposition attaquée indique que les documents précités sont conservés dans le dossier administratif pendant toute la durée du traitement de la demande de protection internationale. Le législateur a estimé cette mesure nécessaire pour permettre non seulement au CGRA mais aussi, le cas échéant, au Conseil du contentieux des étrangers d'examiner l'authenticité des documents d'identité visés (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 38 et 39).

B.21.4. La mesure litigieuse revient à priver en principe les demandeurs concernés de la possession de leurs documents originaux pendant toute cette période. La restitution anticipée *ad hoc* peut être demandée pour autant qu'elle soit nécessaire et soit valablement justifiée. Les instances chargées de l'examen de la demande évaluent cette demande.

B.21.5. Dans la mesure où il est permis au CGRA de conserver les documents originaux dans le dossier pendant la durée réellement nécessaire pour examiner leur authenticité, et compte tenu du fait que le demandeur peut, dans tous les cas, demander la restitution de ces documents s'il en a besoin, la mesure attaquée n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis par le législateur.

B.21.6. En revanche, l'objectif qui consiste à permettre au Conseil du contentieux des étrangers de vérifier ces documents ne saurait justifier qu'ils soient conservés dans le dossier administratif au-delà de la durée strictement nécessaire pour permettre au CGRA de les examiner. En effet, le Conseil du contentieux des étrangers est habilité, en vertu de 51 l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980, à se faire remettre par les parties toutes les pièces et informations concernant les affaires sur lesquelles il doit se prononcer. En cas de nécessité, il peut dès lors exiger la remise des documents d'identité et les conserver à son tour durant la période strictement nécessaire à son examen. Enfin, lorsqu'il rejette les pièces produites, le Conseil ne doit pas démontrer qu'elles sont fausses, mais peut se borner à indiquer que ces pièces n'ont pas, ou pas suffisamment, de valeur probatoire (CCE, 4 juin 2020, n° 236 399).

B.22. En ce qu'il prévoit que les documents originaux qui sont de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur de protection internationale doivent être conservés en principe au dossier administratif pendant toute la durée du traitement de la demande, l'article 48/6, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 viole le droit au respect de la vie privée des étrangers concernés.

B.23. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, est fondé. Il convient dès lors d'annuler l'article 48/6, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel que cet article a été remplacé par l'article 10, attaqué, ainsi que l'alinéa 4 de la même disposition, qui lui est indissociablement lié ».

Le commentaire de l'article 25 précise ce qui suit concernant la notion de « documents nationaux ou internationaux originaux qui sont de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur » :

« Parmi les documents nationaux ou internationaux de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur se trouvent les passeports et les cartes d'identité, ou tout autre document émis par une autorité publique du pays de nationalité ou de résidence du demandeur ou par une organisation internationale qui a pour objet d'établir l'identité ou la nationalité du demandeur et comportant une photographie ou tout autre donnée biométrique

(p.ex., des empreintes digitales) qui permette d'établir un lien certain entre le demandeur de protection internationale et la pièce en question. Ne sont pas visés par cet alinéa les documents qui peuvent constituer un indice de cette identité et de cette nationalité, sans avoir pour objet de l'établir et être de nature à l'établir, comme les permis de conduire, les certificats ou actes établissant la naissance, la nationalité, la résidence, le mariage, les actes de procédure (mandat d'arrêt, convocation, avis de recherche, acte d'accusation, etc.), les cartes d'étudiant, les attestations, etc. ».

Ainsi, les pièces autres que les documents nationaux ou internationaux originaux établissant l'identité ou la nationalité du demandeur sont susceptibles de contenir des données à caractère personnel.

Par conséquent, la conservation de l'original de ces pièces, si elles contiennent, comme semble l'indiquer le commentaire de la disposition, des données à caractère personnel, constitue une ingérence dans le droit du demandeur au respect de la vie privée. Si, par identité de motifs avec l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 23/2021, cette mesure poursuit un but légitime et est pertinente pour atteindre ce but, elle peut s'avérer disproportionnée en l'absence de justification adéquate en ce qui concerne plusieurs des pièces mentionnées dans le commentaire, notamment le permis de conduire et les certificats ou actes établissant le mariage, dès lors qu'elles contiennent des données à caractère personnel et seront conservées dans le dossier administratif pendant toute la durée du traitement de la demande de protection internationale ⁸.

L'avant-projet sera revu à la lumière de cette observation.

Article 28

1. En ce qui concerne le 2°, interrogé sur les raisons pour lesquelles l'article 352 du Code pénal n'est applicable aux agents de l'Office des Étrangers qu'en ce qui concerne les données médicales dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, et non concernant d'autres données, le délégué a répondu :

« Dit is louter een technische aanpassing, zie huidig artikel 48/9, § 2, lid 2 Wet 15 december 1980 ».

Le fait que la disposition examinée se limite à reproduire le texte de l'article 48/9, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 ne permet pas de comprendre les raisons pour lesquelles l'application de l'article 352 du Code pénal aux agents de l'Office des Étrangers est limitée aux données médicales dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Sauf à pouvoir justifier cette limitation, notamment au regard de l'article 87 de l'avant-projet qui ne prévoit pas cette limitation pour les agents du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, le dispositif rendra l'article 352 du Code pénal applicable à l'ensemble

⁸ Le commentaire de l'article indique sur ce point que « la restitution se fait après qu'une décision finale est intervenue dans la demande de protection internationale », cette notion étant définie par l'article 1^{er}, § 1^{er}, 19°, de la loi du 15 décembre 1980 comme « toute décision établissant si l'étranger se voit accorder le statut de réfugié ou le statut conféré par la protection subsidiaire et qui n'est plus susceptible d'un recours [...], que ce recours ait ou n'ait pas pour effet de permettre au demandeur de demeurer sur le territoire en attendant son aboutissement ».

des renseignements dont les agents de l'Office des Étrangers ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

2. Le commentaire de l'article n'explicite pas la portée des 4° et 5°. Il sera complété en conséquence.

Article 29

1. Au 2°, de l'accord du délégué, il sera renvoyé à l'article 14, paragraphe 1, point a), du règlement (UE) 2024/1347 (et non du règlement 2024/1348).

2. La disposition examinée sera complétée pour prévoir qu'il y a également lieu d'abroger les mots « à l'abrogation ou » à l'article 49, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980.

3. Au 7°, la version française sera revue pour abroger les mots « abrogé ou ».

La même observation vaut pour l'article 30, 9°.

Article 30

1. De l'accord du délégué, le 2° sera revu afin de supprimer le remplacement des mots « d'abroger le statut de réfugié, conformément à l'article 57/6, alinéa 1^{er}, 4° », qui n'apparaissent pas dans l'article 49/2, § 2, que le 2° entend modifier.

2. De l'accord du délégué, la disposition examinée sera complétée pour prévoir le remplacement des mots « d'abroger le statut de protection subsidiaire accordé à l'étranger, conformément à l'article 57/6, alinéa 1^{er}, 4° », qui figurent dans l'article 49/2, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

Article 33

La disposition abroge l'article 49/4 de la loi.

Le commentaire de l'article indique :

« L'article 49/4, qui faisait encore référence à la Commission de la protection de la vie privée, doit être abrogé. Au moment de l'introduction de cette disposition (1996), il semblait encore souhaitable de nommer explicitement l'autorité de contrôle nationale, compte tenu de l'article 38, § 12, de la Convention d'application de l'accord de Schengen et de l'article 15, § 12, de la Convention de Dublin. Ces dispositions ont cependant été abrogées depuis longtemps et les règlements actuels du Pacte n'imposent pas de réglementer cela spécifiquement par la loi. Ainsi, l'article 72 du règlement (UE) 2024/1351 renvoie en général à 'l'autorité ou aux autorités de contrôle compétentes de chaque État membre' qui contrôlent la licéité du traitement des données à caractère personnel 'conformément au droit national'. Il est déjà suffisamment clair qu'en Belgique, selon le

cas, il s'agit de l'Autorité de protection des données (loi du 3 décembre 2017) ou de l'Organe de contrôle de l'information policière (Titre 7 de la loi du 30 juillet 2018).

En outre, il y a l'article 42, paragraphe 3, du règlement (UE) 2024/1358, qui exige seulement de mentionner les coordonnées des autorités de contrôle nationales dans une brochure. Il s'agit d'une disposition standard dans les règlements relatifs aux bases de données européennes (voyez également, par exemple, l'article 50, paragraphe 1, point h), du règlement (UE) 2017/2226 relatif à l'EES, qui n'a pas non plus été transposé en tant que tel dans le droit belge) ».

Le délégué a expliqué les raisons de l'abrogation comme suit :

« Zoals vermeld in de memorie bij dit artikel 33 regelt de wet van 3 december 2017 de bevoegdheden van de GBA reeds voldoende duidelijk: op grond van die wet blijkt al dat zij in voorkomend geval ook toezicht houdt over verwerkingen door DVZ in kader van Dublin/AMMR.

Hetzelfde geldt trouwens voor verwerkingen in Eurodac, zie de memorie bij artikel 11: het oude artikel 51/3 bevatte ook nog een verwijzing naar de CBPL, die evenmin wordt hernomen (ook niet met een verwijzing naar GBA) in het nieuwe artikel 8octies. Bij Eurodac is het overigens complexer: daar zou het naargelang het geval (of de verwerkingen gebeuren door DVZ dan wel politie) de GBA of de COC zijn die bevoegd is. Het lijkt aanbevolen gewoon terug te vallen op de respectievelijke basiswetgevingen (voor COC: Titel 7 van de wet van 30 juli 2018) voor de bevoegdheidsverdeling tussen GBA en COC. Het is onwenselijk en zelfs contraproductief dit (opnieuw) te willen regelen in de Vreemdelingenwet, een verwijzing in de memorie naar de GBA- en COC-wetgeving kan ruimschoots volstaan.

Dit is ook in lijn met de huidige logica van de vreemdelingenwet, deze vermeldt nergens de GBA. We zouden dus een precedent scheppen om enkel in kader van asiel ernaar te verwijzen. Dit lijkt eveneens contraproductief: we creëren dan alleen maar de vraag waarom het niet geregeld is voor andere verblijfs- (of verwijderings-) procedures in de Vw.

De enige plaats in Vw waar, na deze Pact-wet, nog gesproken zou worden over de CBPL, is in het specifieke kader van artikel 30 bis (biometrie in andere context dan Eurodac). Dit dient bij een latere gelegenheid best ook aangepast (geschrapt) te worden. Dit valt echter ruim buiten het bestek van het Pact-wetsontwerp ».

Ces explications, notamment en ce qui concerne l'article 30bis, figureront utilement dans le commentaire de l'article.

Article 35

À l'article 50/1, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, pour la raison exposée dans l'observation 2 sous l'article 10, il convient d'utiliser la formule « le Ministre ou son délégué » et non d'attribuer directement une mission à ce dernier.

Article 39

Dans un souci de précision et de clarté, au paragraphe 1^{er} en projet, il sera fait référence au chapitre II de la partie III du règlement (UE) 2024/1351 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 'relatif à la gestion de l'asile et de la migration, modifiant les

règlements (UE) 2021/1147 et (UE) 2021/1060 et abrogeant le règlement (UE) n° 604/2013', dont les dispositions fixent les critères de détermination de l'État membre responsable de l'examen de la demande.

De même, au paragraphe 5, c'est plus précisément aux articles 39 et 41 du même règlement qu'il convient de renvoyer⁹.

Article 40

Il sera fait référence plus précisément à l'article 41 du règlement (UE) 2024/1351.

Article 41

Au paragraphe 1^{er} en projet, il sera fait référence plus précisément à l'article 42 du règlement (UE) 2024/1351 et, au paragraphe 3 en projet, à l'article 46 de ce règlement.

Article 47

1. Au paragraphe 2 en projet, les mots « sous réserve de l'article » seront, de l'accord du délégué, complété par l'indication du numéro « 39/70 ».
2. Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire dans la version française, conformément à ce que prévoit la version néerlandaise, « n'est pas autorisé à entrer dans le Royaume et est refoulé » au lieu des mots « n'est pas autorisé à entrer et est refoulé dans le Royaume ».

Dans la version néerlandaise du même paragraphe, il convient d'écrire « en teruggedreven wordt nadat » plutôt que « en teruggedreven nadat ».

Article 48

La disposition sera revue afin de préciser que l'article 52/4, alinéa 2, a été remplacé, et non modifié, par la loi du 10 août 2015.

Article 58

Au paragraphe 3, le premier membre de phrase de la disposition commençant par les mots « Vu que » et se terminant par les mots « de l'entretien personnel » n'a pas de portée normative. Ce membre de phrase sera omis du dispositif et les éléments qu'il contient seront éventuellement reproduits dans le commentaire de l'article.

⁹ Voir à ce propos l'avis 75.158/3-VR donné le 25 mars 2024 sur un avant-projet de décret et ordonnance conjoints « portant le Code de la gouvernance et de la donnée », point 63.

Article 60

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, en projet prévoit :

« 13° Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides veille à ce que la procédure d'examen soit menée à terme dans les six mois à compter de l'introduction de la demande. Lorsqu'une demande est soumise à la procédure définie par le règlement (UE) n° 604/2013, le délai de six mois commence à courir à partir du moment où il a été déterminé que la Belgique est responsable de l'examen de la demande conformément à ce règlement et où le demandeur se trouve en Belgique et a été pris en charge par l'Office des étrangers ».

La section de législation n'aperçoit pas ce que recouvre, dans le contexte de la disposition en projet, la notion de prise en charge par l'Office des étrangers du demandeur, alors qu'il a été déterminé que la Belgique était responsable de la demande. Le commentaire de l'article gagnerait à expliciter ce point.

Article 70

1. L'article 57/7/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet énonce :

« le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides peut obtenir des informations précises et actualisées auprès de différentes sources, telles que l'Agence de l'Union européenne pour l'asile et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ainsi que les organisations internationales compétentes en matière de droits de l'homme ».

Interrogé sur l'emploi du mot « obtenir », le délégué a indiqué :

« L'utilisation du terme 'obtenir / verzamelen' est une transposition littérale de l'article 10, § 3, b) de la directive 2023/32/UE ('À cet effet, les États membres veillent à ce que [...] des informations précises et actualisées soient obtenues auprès de différentes sources...' ; 'Daartoe zorgen de lidstaten ervoor dat [...] er nauwkeurige en actuele informatie wordt verzameld uit verschillende bronnen...'; 'To that end, Member States shall ensure that [...] precise and up-to-date information is obtained from various sources...').

Il est entendu que s'il apparaît nécessaire pour qu'une décision soit prise à l'issue d'un examen approprié, le Commissariat général peut solliciter des informations auprès de différentes sources. C'est la portée de l'article 57/7/1, § 1^{er} (article 70 en projet, transposant l'article 10, § 3, b) de la directive 2023/32/UE). À noter qu'un examen approprié peut être mené sans qu'il soit en tous les cas nécessaire d'obtenir des informations précises et actualisées sur la situation générale existant dans les pays d'origine des demandeurs et, le cas échéant, dans les pays par lesquels les demandeurs ont transité.

Parmi les 'différentes sources', sont cités à titre d'exemples l'Agence de l'Union européenne pour l'asile et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ainsi que les organisations internationales compétentes en matière de droits de l'homme.

Ces sources citées à titre d'exemples ne sont pas nécessairement dépositaires des informations sollicitées et ne sont pas nécessairement tenues de les communiquer. Si l'une ou l'autre des sources citées à titre d'exemple ne communique pas – pour une raison ou une autre – les informations sollicitées, le Commissariat général peut obtenir (ou du moins rechercher) dans la mesure du possible les informations nécessaires auprès d'autres sources ».

Comme le suggère le délégué, il n'appartient pas au législateur belge de prévoir des obligations à charge d'institutions européennes ou d'organisations internationales. Afin d'éviter toute ambiguïté à ce sujet, le mot « obtenir » sera remplacé par le mot « solliciter ».

2. Au paragraphe 3, alinéa 2, en projet figure l'exception selon laquelle l'accès aux informations ou aux sources versées au dossier du demandeur peut être refusé lorsque cela serait préjudiciable « aux relations internationales des États membres ». À ce sujet, le délégué a indiqué :

« L'article 23, § 1^{er}, alinéa 2 de la directive [2013]/32/UE ne laisse pas entendre que 'les relations internationales des États membres' ne viseraient que les relations internationales de l'État membre dans lequel est examinée la demande de protection internationale. Il en est de même pour l'article 18, § 2, alinéa 1^{er} du règlement (UE) 2024/1348.

La circonstance en question ('la divulgation d'informations ou de leurs sources serait préjudiciable aux relations internationales des États membres') permet une exception à l'accès aux informations et aux sources versées au dossier du demandeur. Cette notion n'a pas encore été circonscrite par la jurisprudence. Dès lors que la disposition transposée (pas plus que la disposition équivalente du règlement (UE) 2024/1348) ne limite pas elle-même la portée de cette notion, il est préférable de la transposer littéralement dans la loi belge ».

Il est pris acte de ces explications.

3. Le paragraphe 3, alinéa 2, en projet prévoit en outre que, si l'accès aux informations ou aux sources versées au dossier du demandeur est refusé,

« a) il est donné accès à ces informations ou sources au Conseil du Contentieux des étrangers ; et

b) des procédures garantissent que les droits de la défense du demandeur sont respectés ».

Afin de cerner la portée de ces deux conditions, le commentaire de la disposition précise :

« Lorsque le Commissariat général refuse au demandeur et/ou à son avocat l'accès à des informations et sources versées au dossier sur la base duquel une décision a été ou sera prise, le Conseil du Contentieux des étrangers a accès à ces informations ou sources versées au dossier sur base duquel une décision a été prise et des procédures garantissent le respect des droits de la défense du demandeur.

Saisi d'un recours contre une décision du Commissariat général, le Conseil du Contentieux des étrangers transmet ou envoie une copie du recours au Commissariat général, lequel transmet ou dépose le dossier administratif au Conseil du Contentieux des étrangers (articles 2.36 et 2.56 de la loi sur le Conseil du contentieux des étrangers).

Les informations et les sources que le Commissariat général a versées au dossier du demandeur sont concernées par cette transmission ou ce dépôt dès lors que ces informations et ces sources font partie du dossier administratif à transmettre ou à déposer au Conseil du Contentieux des étrangers.

L'article 2.11 de la loi sur le Conseil du contentieux des étrangers règle la procédure spécifique à appliquer devant le Conseil du Contentieux des étrangers lorsqu'une des parties dépose une pièce devant le Conseil et demande que les autres parties n'y aient pas accès ».

Il ressort de ce commentaire que les procédures mentionnées au paragraphe 3, alinéa 2, b), en projet sont celles qu'organise l'avant-projet de loi 'relative au Conseil du contentieux des étrangers' sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 78.749/4. Dès lors, le point b) est dépourvu de portée normative et sera omis.

Article 72

L'article 57/8/1, tel que la disposition tend à le modifier, énonce :

« L'étranger reconnu réfugié conformément à l'article 49, § 1^{er}, doit mettre en dépôt auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides le passeport national valable dont il dispose.

Le non-dépôt ou la demande de restitution du passeport, sans raison valable, par la personne visée à l'alinéa 1^{er} peut constituer un nouvel élément indiquant qu'il y a lieu de réexaminer si cette personne remplit les conditions requises pour pouvoir bénéficier du statut de réfugié sur la base de l'article 57/6/7 ou de l'article 66 du règlement (UE) 2024/1348.

Le passeport peut être demandé en restitution lorsque le passeport n'est plus valable ou lorsque l'intéressé a acquis la nationalité d'un État membre ».

Interrogé quant à la prise en compte des observations formulées par la section de législation dans son avis 61.399/4 et des enseignements de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 23/2021, le délégué a répondu ce qui suit :

« Artikel 72 wijzigt het principe van inbewaargeving van het origineel paspoort door de erkende vluchteling niet. Deze verplichting werd ingevoerd door de wet van 21 november 2017 tot wijziging van de wet van 15 december 1980. De memorie van toelichting bij art. 57/8/1 (DOC. 54, 2548/001, p. 146) stelde hierover:

« Een erkend vluchteling kan immers in principe zijn geldig nationaal paspoort niet bijhouden, aangezien hij de bescherming van het land waarvan hij de nationaliteit bezit, niet meer wil invoeren uit hoofde van een gegronde vrees voor vervolging. Dit is eigen aan de definitie van vluchteling en wordt als dusdanig ook erkend door het UNHCR (zie UNHCR, Handbook and Guidelines on procedures and criteria for determining refugee status, Geneva, december 2011, § 49: 'once recognized, a refugee should not normally retain his national passport.'). Bovendien verplichten artikel 28 van de Conventie van Genève en artikel 25 van de richtlijn 2011/95/EU de lidstaten om reisdocumenten te verstrekken aan erkende vluchtelingen. Een erkend vluchteling kan dus voor reizen buiten het grondgebied van de staat die hem als vluchteling heeft erkend, steeds een reisdocument voor vluchtelingen bekomen. Het model reisdocument in de bijlage bij de Conventie van Genève vermeldt zelf dat dit document de plaats kan vervullen van het nationaal paspoort.

In België kan het reisdocument voor vluchtelingen worden aangevraagd bij en uitgereikt door de provinciale paspoortdienst, waarvan de gemeente deel uitmaakt waar de betrokken vluchteling ingeschreven is in het bevolkingsregister (artikel 6 van het Ministerieel Besluit van 19 april 2014 aangaande de afgifte van paspoorten). Er is in beginsel dan ook geen reden voor een erkend vluchteling om zijn geldig nationaal paspoort bij te houden en/of hiervan gebruik van te maken.

Aangezien een nationaal paspoort eigendom is van de staat die het heeft uitgereikt en slechts ter beschikking wordt gesteld van de houder, gaat het om een tijdelijke inbewaargeving bij de Commissaris-generaal.

Een erkend vluchteling kan zijn paspoort terugvragen, mits gegronde reden. Een geldige reden zou bijvoorbeeld kunnen zijn dat de vluchteling het paspoort nodig heeft om te trouwen of om te reizen naar bepaalde landen die het reisdocument voor vluchtelingen niet erkennen. De niet teruggave van het nationaal paspoort aan de vreemdeling die de status van vluchteling heeft verkregen kan er in elk geval niet toe leiden dat er afbreuk wordt gedaan aan de status die hem is verleend'.

Wat betreft de kritiek van de Raad van State in zijn advies nr. 61.399 werd als volgt geantwoord in de memorie van toelichting:

‘Om tegemoet te komen aan de opmerking van de Raad van State wordt verduidelijkt dat inbewaargeving van het geldig nationaal paspoort niet geldt voor personen met de subsidiaire beschermingsstatus aangezien zij zich in een andere, niet vergelijkbare situatie bevinden. In tegenstelling tot personen met de vluchtelingenstatus, hebben personen met de subsidiaire beschermingsstatus immers in de meeste situaties geen problemen met de autoriteiten van hun land van herkomst, aangezien het reëel risico op ernstige schade niet uitgaat van of veroorzaakt wordt door deze autoriteiten. Zij kunnen dus in principe steeds terecht bij hun nationale overheden om een nationaal paspoort te verkrijgen. Een uitzondering hierop is de situatie van personen met de subsidiaire beschermingsstatus die in de onmogelijkheid zijn om een nationaal paspoort te verkrijgen, wegens bv. de gebrekkige staatsstructuur (bv. Somalië). Zij kunnen in casu wel een beroep doen op de Belgische overheid om een reisdocument te bekomen.

Er kan in dit verband gewezen worden op de duidelijke, verschillende situaties voorzien in artikel 25 van richtlijn 2011/95/EU, waar de lidstaten aan personen met de vluchtelingenstatus (25.1) verplicht een reisdocument moeten verstrekken, terwijl dit voor personen met de subsidiaire beschermingsstatus (25.2) slechts vereist is indien zij geen nationaal paspoort van hun autoriteiten kunnen verkrijgen. Gelet op dit onderscheid, is een verschil in behandeling gerechtvaardigd en is het niet aangewezen om het paspoort van personen met de subsidiaire beschermingsstatus in bewaring te nemen. Dit doet geen afbreuk aan het feit dat het eventueel gebruik van het paspoort door een persoon met de subsidiaire beschermingsstatus om terug te keren naar zijn land van herkomst een indicatie vormt dat er in zijn hoofd niet langer een reëel risico bestaat en dat bijgevolg aanleiding kan geven tot een heroverweging van het statuut. Zie in dit verband ook de meldingsplicht bij terugkeer voor erkende vluchtelingen en personen met de subsidiaire beschermingsstatus bepaald in artikel 7.’

Volledigheidshalve wordt opgemerkt dat artikel 57/8/1 niet werd aangevochten voor het Grondwettelijk Hof en de bewaring conform de instructies van het Hof aangaande artikel 48/6, § 2 beperkt is tot de periode noodzakelijk voor het bereiken van het doeleinde. Zo mag een erkend vluchteling geen gebruik maken van zijn nationaal paspoort en kan hij in de plaats daarvan een vluchtelingenpaspoort aanvragen.

Het nieuwe derde lid van artikel 57/8/1 ten slotte voert in overeenstemming met Verordening 2016/679 (algemene verordening gegevensbescherming) en de naleving van de beginselen van doelbinding en opslagbeperking het principe in dat de betrokken het paspoort kan terugvragen:

– wanneer het paspoort niet langer geldig is : de betrokkene kan het paspoort dan niet meer gebruiken en het doel voor de bewaring is niet langer vervuld;

– wanneer de betrokken het burgerschap van een lidstaat heeft verworven: de betrokkene is dan geen vluchteling meer en het doel voor de bewaring is niet langer vervuld ».

Ces explications complémentaires gagneraient à figurer dans le commentaire de l'article.

Article 75

La disposition en projet règle le champ d'application temporel de la section insérée par l'article 74 de l'avant-projet, conformément à l'article 79 du règlement (UE) 2024/1348.

Cette dernière disposition se lit comme suit :

« Entrée en vigueur et application

1. Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

2. Le présent règlement s'applique à partir du 12 juin 2026.

3. Le présent règlement s'applique à la procédure d'octroi d'une protection internationale en ce qui concerne les demandes introduites à partir du 12 juin 2026. Les demandes de protection internationale introduites avant cette date sont régies par la directive 2013/32/UE. Le présent règlement s'applique à la procédure de retrait d'une protection internationale lorsque l'examen en vue de retirer une protection internationale est engagé à partir du 12 juin 2026. Lorsque l'examen en vue de retirer une protection internationale a été engagé avant le 12 juin 2026, la procédure de retrait de la protection internationale est régie par la directive 2013/32/UE.

4. À l'égard des États membres qui ne sont pas liés par la directive 2013/32/UE, les références faites au paragraphe 3 du présent article s'entendent comme faites à la directive 2005/85/CE ».

La section de législation n'aperçoit pas la plus-value de la liste de dispositions prévue au paragraphe 2 en projet qui, compte tenu de leur portée, s'appliqueront nécessairement aux procédures de demandes de protection internationale concernées.

Par ailleurs, la méthode envisagée pourrait susciter un problème de sécurité juridique si la liste des articles devait se révéler incomplète.

La disposition examinée sera revue à la lumière de cette observation. Le cas échéant, le commentaire de l'article sera complété en conséquence.

Article 78

Dans la version française de l'article 57/11/4 en projet, les mots « son représentant » seront remplacés par les mots « son délégué ».

Article 79

Dans la version française de l'article 57/11/5, § 1^{er}, en projet, les *litterae* seront revus.

Article 85

Interrogé à propos du délai de trente-neuf jours prévu par la disposition en projet, le délégué a répondu :

« Vooreerst moet benadrukt worden dat de verdeling van termijnen in eerste instantie een interne verdeling is tussen de diensten. Teneinde dit vast te leggen werd ervoor gekozen de termijnen van de administratieve procedure vast te leggen in de vreemdelingenwet.

De beroepstermijn in het kader van de procedure bij de RvV wordt inderdaad bepaald in de wet op de RvV, artikel 2.15. De 14 dagen waarvan sprake hieronder is daarin geen termijn, dit is louter een forfaitaire termijn waar de diensten rekening mee houden bij de inschatting van welke termijn zij zelf hebben voor de behandeling van het dossier. Voor de beroepstermijnen, zowel de termijn zelf als het moment waarop die termijnen beginnen lopen, is enkel de tekst van de wet op de RvV van toepassing.

De termijn voorzien in dit artikel is dus een explicitering van de onderlinge afspraken tussen DVZ, het CGVS en de RvV. Deze heeft geen rechtstreekse gevolgen voor de verzoeker zelf (het is een termijn van orde). Voor de verzoeker, die zich aan de grens bevindt, geldt enkel de maximale termijn van 12 weken, zoals bepaald in de APR. Indien de diensten de termijn bepaald in artikel 57/11/11 VW niet respecteren, heeft dit geen rechtstreeks gevolg voor de verzoeker. Indien de diensten de termijn van 12 weken bepaald in artikel 51, lid 2 APR overschrijden, heeft dit wel een rechtstreeks gevolg voor de vreemdeling: de grensprocedure kan niet worden verdergezet, hij wordt toegelaten tot het grondgebied en hij kan niet langer worden vastgehouden op grond van artikel 74/5 VW (eventueel wel op grond van 74/6). De termijn van 57/11/11 VW is dus een interne termijn, van belang voor de diensten, terwijl voor de verzoeker enkel de termijn van 12 weken belang is ».

Ces explications gagneraient à figurer dans le commentaire de l'article.

Article 91

À l'article 74/5, § 3/1, en projet, il convient d'indiquer que c'est l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) 2024/1359 qui est visé.

Article 92

Interrogé sur les modalités que le Roi est habilité à fixer conformément au paragraphe 3, le délégué a répondu :

« De verplichting om te voorzien dat de vreemdeling een termijn voor vrijwillig vertrek kan vragen vloeit rechtstreeks voort uit Verordening 2024/1349. De wetgever voorziet een delegatie aan de Koning, die kan bijvoorbeeld bepalen dat de vreemdeling dit (al dan niet) kan vragen bij de directeur van het gesloten centrum ».

Ces éléments figureront dans le commentaire de la disposition.

Article 93

Au 3°, dans la version française, les mots « paragraphe 3 » seront, de l'accord du délégué, remplacés par les mots « paragraphe 1^{er} ».

Article 97

L'article 74/10, tel que la disposition tend à le modifier, énonce :

« À l'exclusion des dispositions visées à l'article 74/17, § 1^{er}, les dispositions du présent Titre ne s'appliquent pas au ressortissant d'un pays tiers faisant l'objet d'une décision de refus d'entrée conformément à l'article 14 du Code frontières Schengen et qui n'a pas obtenu par la suite l'autorisation ou le droit de séjourner dans ledit État membre ».

Interrogé quant au sens à donner à l'expression « dans ledit État membre » compte tenu de l'abrogation des mots faisant référence aux « frontières extérieures d'un État membre », le délégué a répondu :

« Dit zijn woorden die momenteel in de vreemdelingenwet zijn opgenomen en opgeheven zullen worden door dit wetsontwerp, net omdat het niet coherent is ».

La disposition sera revue pour assurer la cohérence interne de l'article 74/10.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Op de vraag of er voorafgaande vormvereisten vervuld zijn, heeft de gemachtigde geantwoord dat de Gegevensbeschermingsautoriteit, het Controleorgaan op de politionele informatie en het Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen om advies gevraagd zijn.

2. Op de vraag of meer specifiek het advies van het Vast Comité I ingewonnen is, gelet meer bepaald op het ontworpen artikel 8*septies*, § 2, eerste lid, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Zoals in memorie wordt gesteld zijn deze bepalingen over ‘law enforcement’ geïnspireerd op EES-reglementering, waarvoor evenmin het advies gevraagd is van Comité I. Specifiek voor de opsomming van deze diensten (hernomen in art. 8*septies*, § 2, eerste lid, waar de vraag vooral over gaat) was die EES-reglementering trouwens op zijn beurt gebaseerd op de ETIAS-reglementering (art. 13 § 1 wet 29/3/2024). Voor die wet is wel een advies van Comité I gevraagd. Comité I had in haar advies geen bezwaar tegen deze principiële aanmerking van deze diensten als law enforcement authority.

Zie voor dit advies:

<https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/3886/55K3886001.pdf>, vanaf pg. 168.

De juridische dienst van DVZ zag het dus niet als een noodzakelijke vereiste om het advies van Comité I in te winnen.”

Het ontworpen artikel 8*septies*, § 2, eerste lid (artikel 10 van het voorontwerp) luidt als volgt:

“§ 2. De volgende autoriteiten zijn de voor rechtshandavingsdoeleinden aangewezen autoriteiten, zoals bedoeld in artikel 5 van Verordening (EU) 2024/1358:

1° de politiediensten, bedoeld in artikel 2, 2° van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

2° de Veiligheid van de Staat, bedoeld in de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;

3° de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht, bedoeld in de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;

4° de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen.”

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Artikel 5, lid 1, van verordening (EU) 2024/1358¹ is als volgt gesteld:

“Voor rechtshandavingsdoeleinden wijzen de lidstaten de autoriteiten aan die op grond van deze verordening om vergelijkingen met Eurodac-gegevens mogen verzoeken. De aangewezen autoriteiten zijn autoriteiten van de lidstaten die belast zijn met het voorkomen, opsporen of onderzoeken van terroristische misdrijven of andere ernstige strafbare feiten.”

In artikel 17, lid 1, van verordening (EU) 2024/1358 staat dan weer het volgende:

“Uitsluitend de volgende gegevens worden overeenkomstig artikel 3, lid 2, in Eurodac opgeslagen:

- a) vingerafdrukgegevens;
- b) een gezichtsopname;
- c) achterna(a)m(en) en voorna(a)m(en), na(a)m(en) bij geboorte en voorheen gebruikte namen, en aliases, in voorkomend geval afzonderlijk;
- d) nationaliteit(en);
- e) geboortedatum;
- f) geboorteplaats;
- g) lidstaat van herkomst, plaats en datum van het verzoek om internationale bescherming. In de in artikel 16, lid 2, punt a), bedoelde gevallen is de datum van het verzoek de datum die is ingevoerd door de lidstaat die de verzoeker heeft overgedragen;
- h) geslacht;
- i) indien beschikbaar, soort en nummer van het identiteits- of reisdocument; de drielettercode van het land van afgifte en de uiterste geldigheidsdatum van dat document;
- j) indien beschikbaar, een gescande kleurenkopie van een identiteits- of reisdocument samen met een bewijs van de echtheid ervan of, indien deze niet beschikbaar zijn, een ander document dat de identificatie van de onderdaan van een derde land of de staatloze vergemakkelijkt, samen met een bewijs van de echtheid ervan;
- k) het referentienummer dat door de lidstaat van herkomst wordt gebruikt;
- l) de datum waarop de biometrische gegevens zijn opgenomen;
- m) de datum waarop de gegevens aan Eurodac zijn toegezonden;
- n) de gebruikersidentificatie van de operator.”

Voorts bepaalt lid 2 van artikel 17 dat ook andere gegevens in Eurodac opgeslagen worden indien ze beschikbaar zijn.

¹ Verordening (EU) 2024/1358 van het Europees Parlement en de Raad van 14 mei 2024 ‘betreffende de instelling van “Eurodac” voor de vergelijking van biometrische gegevens om de Verordeningen (EU) 2024/1351 en (EU) 2024/1350 van het Europees Parlement en de Raad en Richtlijn 2001/55/EG van de Raad doeltreffend toe te passen en om illegaal verblijvende onderdanen van derde landen en staatlozen te identificeren en betreffende verzoeken van rechtshandavingsinstanties van de lidstaten en Europol om vergelijkingen van Eurodac-gegevens ten behoeve van rechtshandaving, tot wijziging van de Verordeningen (EU) 2018/1240 en (EU) 2019/818 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 603/2013 van het Europees Parlement en de Raad’.

Uit het voorgaande blijkt dat de mogelijkheid om vergelijkingen met Eurodac-gegevens te vragen, een verwerking van persoonsgegevens met zich meebrengt.

De afdeling Wetgeving heeft er meermaals op gewezen dat het Vast Comité I, krachtens artikel 128 van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, de toezichthoudende autoriteit is die belast is met het toezicht op de verwerking van persoonsgegevens uitgevoerd in het kader van artikel 107, eerste lid, van diezelfde wet.²

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en met overweging 96 van de preambule, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Bijgevolg dient, tegelijk met het vervullen van de andere voorgeschreven vormvereisten, het advies van het Vast Comité I ingewonnen te worden.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

² Zie advies 76.972/2/V van 28 augustus 2024 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 20 december 2024 ‘tot vaststelling van de inwerkingtreding van de wet van 2 juni 2024 houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, de veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst en tot opheffing van hoofdstuk IIIbis van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’; advies 76.426/2 van 2 juli 2024 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 29 september 2024 ‘tot uitbreiding van de dreigingen geëvalueerd door het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse in het kader van de aanvraag tot erkenning van de plaatselijke gemeenschappen van de erkende erediensten, in uitvoering van artikel 3, tweede lid, van de wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging’ en advies 75.110/2 van 27 februari 2024 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet 2 juni 2024 ‘houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 3938/1, 65-90.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 20, lid 3, van verordening (EU) 2024/1347³ luidt als volgt:

“Indien aan een persoon die internationale bescherming geniet, niet binnen 15 dagen na de verlening van internationale bescherming een verblijfstitel wordt afgegeven, neemt de betrokken lidstaat voorlopige maatregelen, zoals registratie of de afgifte van een document, om ervoor te zorgen dat de persoon die internationale bescherming geniet, effectief toegang heeft tot de in dit hoofdstuk vastgestelde rechten, met uitzondering van de in de artikelen 25 en 27 vastgestelde rechten, totdat overeenkomstig artikel 24 een verblijfstitel is afgegeven.”

Op de vraag hoe die bepaling in het interne recht uitgevoerd wordt, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Na erkenning door het CGVS, wordt door het CGVS een vluchtelingenbewijs afgegeven. Dit gebeurt zo snel mogelijk na de erkenning. Via dit vluchtelingenbewijs kan de betrokkene een A-kaart aanvragen (bijlage 6) waarmee hij toegang heeft tot de verschillende rechten zoals voorzien in de kwalificatieverordening.

Deze afgifte wordt geregeld in artikel 76 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen voorziet in de afgifte van het vluchtelingen. Er wordt hier geen uitdrukkelijke melding gemaakt van de termijn van 15 dagen bedoeld in artikel 20, § 3 van verordening 2024/1347, maar dit kan in de praktijk worden aangepast om te voldoen aan de verplichting van artikel 20, § 3.”

Van die uitleg wordt akte genomen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

INDIENINGSBESLUIT

Een indieningsbesluit heeft doorgaans geen aanhef.⁴ De aanhefverwijzingen moeten dan ook geschrapt worden.

³ Verordening (EU) 2024/1347 van het Europees Parlement en de Raad van 14 mei 2024 ‘inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die voor subsidiaire bescherming in aanmerking komen, en voor de inhoud van de verleende bescherming, tot wijziging van Richtlijn 2003/109/EG van de Raad en tot intrekking van Richtlijn 2011/95/EU van het Europees Parlement en de Raad’.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 226 en 227.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Aangezien artikel 15*bis*, § 2, van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ bij artikel 18 van het voorontwerp aangepast wordt na de wijziging van richtlijn 2003/109/EG⁵ bij artikel 40 van verordening (EU) 2024/1347, dient vermeld te worden dat deze wet tevens richtlijn 2003/109/EG gedeeltelijk omzet.

Artikel 8

Artikel 6 van verordening (EU) 2024/1356⁶ luidt als volgt:

“De lidstaten leggen in hun nationale recht bepalingen vast om ervoor te zorgen dat de (...) personen voor de duur van de screening ter beschikking blijven van de autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van de screening op de in artikel 8 bedoelde locaties, om elk risico op onderduiken, mogelijke bedreigingen voor de binnenlandse veiligheid als gevolg van dergelijk onderduiken of mogelijke gevaren voor de volksgezondheid als gevolg van dergelijk onderduiken te voorkomen.”

Op het verzoek uit te leggen in welk opzicht het ontworpen artikel 8*quinquies*, dat niet lijkt te bepalen dat de personen onderworpen aan de screening tijdens de duur van de screening op bepaalde plaatsen moeten blijven, verenigbaar is met die bepaling, heeft de gemachtigde het volgende gesteld:

“Dit artikel voert inderdaad artikel 6 van Verordening (EU) 2024/1356 uit, maar de toepassing ervan is niet beperkt tot de situatie van de screening aan de grens. Het betreft ook op basis van artikel 7 van Verordening (EU) 2024/1356 de vreemdeling die gescreend wordt op het grondgebied, bijvoorbeeld nadat hij werd geïntercepteerd of nadat hij een VIB deed in het registratiecentrum. Gezien de grote verschillen in de situatie van de vreemdeling en de wetgeving rond het statuut van de vreemdeling die parallel van toepassing is, wordt ervoor geopteerd een algemene medewerkingsplicht in te schrijven om te verzekeren dat de vreemdeling beschikbaar blijft voor de screening. Om dit te verduidelijken kan in de memorie een verwijzing naar artikel 7 Verordening (EU) 2024/1356 worden toegevoegd.

Ter info, de wetgeving die gelijktijdig geldt en die relevant is hiervoor is:

– Wat de screening aan de grens betreft: Artikelen 9 (aanwijzing verplichte verblijfplaats) en 10, lid 4, d) Richtlijn 2024/1346 (detentie verzoeker om internationale bescherming), omgezet in artikelen 74/28/1 en 74/5 wet 15 december 1980, en artikel 54 Verordening (EU) 2024/1348.

⁵ Richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 ‘betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen’.

⁶ Verordening (EU) 2024/1356 van het Europees Parlement en de Raad van 14 mei 2024 ‘tot invoering van de screening van onderdanen van derde landen aan de buitengrenzen en tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 767/2008, (EU) 2017/2226, (EU) 2018/1240 en (EU) 2019/817’.

– Wat de verzoeker om internationale bescherming op het grondgebied betreft: artikel 7 Richtlijn 2024/1348 (verblijf in een opvangcentrum) en artikel 10 (detentie verzoeker om internationale bescherming), omgezet in de opvangwet en artikel 74/6 wet 15 december 1980.

– Wat de vreemdeling in onwettig verblijf die wordt geïntercepteerd betreft: artikelen 7, 27, 74/7 wet 15 december 1980.”

Van die uitleg wordt akte genomen.

Artikel 10

1. Op het verzoek uit te leggen in welk opzicht het ontworpen artikel 8*septies*, §§ 1, tweede lid, en 2, tweede lid, dat voorziet in machtigingen aan de Koning, verenigbaar is met artikel 22 van de Grondwet en het erin vervatte legaliteitsbeginsel, heeft de gemachtigde het volgende gesteld:

“Deze machtigingen aan de Koning zijn analoog aan hetgeen reeds voorzien is in bv de “EES-wet” (wet van 19 maart 2023, met invoering nieuw artikel 2/2, § 1, tweede lid, wet 15 december 1980). De memorie van toelichting bij deze wet verantwoordde dit als volgt:

‘Om een omslachtige wetswijziging te vermijden telkens wanneer het opportuun wordt bevonden een toegang tot EES te verlenen aan een van deze andere autoriteiten, of telkens wanneer nationaal bevoegdheden inzake grenzen, visa, immigratie of misdaadbestrijding wijzigen, wordt hiervoor een machtiging aan de Koning voorzien (punt 21 advies COC).’

Dit punt 21 van het advies van de COC (ref. DA220016, dd. 4 juli 2022) vermeldde op zijn beurt het volgende:

‘21. De bevoegde nationale autoriteiten die toegang krijgen tot de gegevens van het EES voor de doeleinden van de artikelen 23 tot 35 van de EES-verordening, of ten minste de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om als een dergelijke autoriteit te worden beschouwd, zouden in de wet nader moeten worden bepaald.

Overwegende dat deze autoriteiten kunnen evolueren, mogen ze in een koninklijk besluit worden geïdentificeerd.’

(eigen nadruk)

Er werd dus getracht (...) om beide beginselen (legaliteitsbeginsel enerzijds en een zekere flexibiliteit anderzijds) te verzoenen door enerzijds wel de duidelijkste en wellicht belangrijkste (huidige) autoriteiten met toegang reeds bij wet te vermelden, maar anderzijds een machtiging aan de Koning te voorzien. Deze EES-werkwijze kan perfect analoog ook gelden voor Eurodac, waar het om gelijkaardige doeleinden en autoriteiten gaat. Deze noodzaak van flexibiliteit werd ook reeds (summier) opgenomen in de memorie van toelichting van huidig wetsontwerp.”

In arrest nr. 162/2025 van 4 december 2025 heeft het Grondwettelijk Hof, met verwijzing naar zijn vaste rechtspraak, het volgende geoordeeld:

“B.23.1. Bij artikel 22 van de Grondwet wordt aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehouden om te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven. Het waarborgt aldus aan elke burger dat geen inmenging in de uitoefening van dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel, voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen vooraf door de wetgever zijn vastgesteld.

Bijgevolg moeten de essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens in de wet, het decreet of de ordonnantie zelf worden vastgelegd. In dat verband maken de volgende elementen, ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, in beginsel essentiële elementen uit: (1) de categorie van verwerkte gegevens, (2) de categorie van betrokken personen, (3) de met de verwerking nagestreefde doelstelling, (4) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens en (5) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.”

De mogelijkheid die de Koning bij het ontworpen artikel 8*septies*, § 1, tweede lid, geboden wordt om de doeleinden van de toegang tot Eurodac uit te breiden voor de in het eerste lid bedoelde autoriteiten, zonder dat die machtiging afgebakend wordt, is niet in overeenstemming met het in artikel 22 van de Grondwet vervatte legaliteitsbeginsel.

Bijgevolg moet ofwel de machtiging beter afgebakend worden, ofwel moeten in het voorontwerp de andere doeleinden van de toegang tot Eurodac vermeld worden.⁷

De voorliggende bepaling moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

2. De ontworpen paragraaf 4 luidt als volgt:

“De dienst Printrak van de Dienst Vreemdelingenzaken is het nationaal toegangspunt, bedoeld in artikel 2, lid 1, punt k), van Verordening (EU) 2024/1358.”

Krachtens de grondwettelijke beginselen inzake de uitoefening der machten staat het niet aan de wetgever rechtstreeks aan een minister of aan één van zijn diensten bevoegdheden toe te kennen die normaal aan de Koning toekomen.

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden.

⁷ De mogelijkheid die het ontworpen artikel 8*septies*, § 1, tweede lid, aan de Koning biedt om autoriteiten belast met bepaalde in het voorontwerp vermelde doeleinden toe te staan toegang te hebben tot Eurodac, is evenwel aanvaardbaar. Hetzelfde geldt voor de mogelijkheid die het ontworpen artikel 8*septies*, § 2, tweede lid, aan de Koning biedt om andere dan in de ontworpen paragraaf 2, eerste lid, vermelde autoriteiten belast met het voorkomen, opsporen of onderzoeken van terroristische misdrijven of andere ernstige strafbare feiten in de zin van artikel 5 van verordening (EU) 2024/1358 ertoe te machtigen om als voor rechtshandavingsdoeleinden aangewezen autoriteiten op te treden.

Artikel 11

1. Op het verzoek uit te leggen waarom de bewaartermijn van tien jaar waarin de ontworpen paragraaf 4 voorziet, proportioneel is, terwijl artikel 29 van verordening (EU) 2024/1358, zoals in de bespreking van het artikel te lezen staat, in bepaalde gevallen in kortere termijnen voorziet, heeft de gemachtigde het volgende gesteld:

“Net zoals de omstandigheid dat de betrokken Europees bewaarde gegevens geen afbreuk doe[n] aan het nut om deze (ook) nationaal op te slaan, doet de mogelijks kortere Europese bewaartermijn geen afbreuk aan het nut om deze nationaal toch langer te bewaren. Meer nog, deze mogelijks langere nationale bewaartermijn wordt in de memorie zelfs vermeld als reden op zich om de gegevens ook nationaal op te slaan.

Om misverstanden te vermijden: het gaat hierbij enkel om gegevens die door België zelf worden ingevoerd in Eurodac, niet om gegevens die we via Eurodac zouden verkrijgen van andere lidstaten. Het is een constante bij de Europese databank-verordeningen dat de Europese bewaartermijn geen invloed heeft op de nationale bewaartermijn (zie bv art. 42, lid 2, SIS-verordening 2018/1861; artikel 30, lid 2, VIS-verordening 767/2008).

De termijn van tien jaar is momenteel de standaard bewaartermijn die voorzien wordt voor biometrie: zie ook het in de memorie aangehaalde artikel 30*bis* Vreemdelingenwet. Dit is weliswaar ‘langer’ dan de vijf jaar die als standaardregel voorzien zou worden voor persoonsgegevens in het algemeen op grond van een voorontwerp van wet ‘betreffende de verwerkingen van persoonsgegevens door de Algemene Directie Dienst Vreemdelingenzaken’ (waarvoor reeds het advies van de Raad van State en de GBA werd verkregen), maar daarbij moet rekening worden gehouden dat die termijn van vijf jaar vaak pas begint te lopen op een tijdstip (ruim) na het verkrijgen en invoering van de gegevens, en/of dat deze gegevens na afloop van die vijf jaar enkel ‘onbeschikbaar’ worden gemaakt (en vervolgens opnieuw beschikbaar kunnen worden onder bepaalde omstandigheden). Een forfaitaire bewaartermijn van tien jaar, te rekenen vanaf het verkrijgen van de gegevens (en met onherroepelijke archivering na afloop van die termijn), zal als “netto” resultaat dan vaak nog korter zijn.”

In de bespreking van het artikel staat in dat verband het volgende te lezen:

“De nationale bewaartermijn wordt vastgesteld op tien jaar. Dit is identiek aan de bewaartermijn in kader van artikel 30*bis* (zie KB van 21 april 2007) hetgeen wenselijk lijkt aangezien er overlap is tussen beide artikelen. De vroegere paragraaf 5 van artikel 51/3 bevatte een machtiging aan de Koning om deze bewaartermijn vast te stellen, maar zo’n KB is er nooit gekomen. Ter info hierbij, de bewaartermijn in Eurodac bedraagt eveneens tien jaar voor verzoekers om internationale bescherming, of drie of vijf jaar voor de overige categorieën (of ook één jaar voor tijdelijke bescherming, maar dit is zoals hoger gezegd pas van toepassing in 2029). Dit wordt in detail geregeld in artikel 29 van Verordening (EU) 2024/1358.”

Het staat aan de steller van het voorontwerp om aan te tonen dat een bewaartermijn van tien jaar nodig is in de situaties waarin de Europese normen in een kortere bewaartermijn voorzien, en dit op grond van andere elementen dan het argument dat steunt op de vaststelling dat de in de Europese normen vastgelegde termijnen geen verbod inhouden om kortere termijnen te bepalen, aangezien een dergelijke vaststelling niet volstaat om aan te tonen dat de enige termijn waarin het voorontwerp voorziet, proportioneel is.

2. Op de vraag, in verband met het ontworpen artikel 8octies, § 4, tweede lid, waarom de gegevens niet vernietigd worden wanneer de vreemdeling de nationaliteit van een andere lidstaat verkregen heeft, gelet meer bepaald op artikel 30, lid 1, tweede alinea, van verordening (EU) 2024/1358, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“In lijn met het antwoord hierboven: er is geen noodzakelijke link tussen Europese bewaartermijnen (inclusief vervroegde schrappingen, zoals ingeval van verkrijgen van een bepaalde nationaliteit) en nationale bewaartermijnen. Het lijkt ons voorts perfect te verantwoorden dat gegevens uit een Europese vreemdelingendatabank geschrapt worden zodra de betrokkene een EU-nationaliteit verkrijgt, maar dat deze enkel nationaal geschrapt [worden] uit de Belgische databank indien hij de Belgische nationaliteit verkrijgt. De DVZ is immers ook bevoegd voor de opvolging van het verblijf van EU-onderdanen (andere dan Belgen) op het Belgisch grondgebied. Het is hierbij relevante of zelfs noodzakelijke informatie om (Belgische) informatie over bv illegaal verblijf (toen de betrokkene nog een onderdaan van een derde land was) te kunnen behouden. Dit gebeurde momenteel ook al: deze gegevens werden nog niet in Eurodac bewaard, dit is slechts het geval met Eurodac-recast. Dit betekende dan vanzelfsprekend niet dat de gegevens 0 dagen nationaal bewaard mochten worden (omdat ze Europees ook niet bewaard werden). De omstandigheid dat Eurodac momenteel wél deze gegevens bewaart (zij het mogelijks korter of met meer gevallen van vervroegde schrapping dan we nationaal deden/doen) kan dan natuurlijk ook geen argument zijn dat we nationaal onze bewaartermijnen moeten inkorten of het ook moeten schrappen indien de betrokkene een andere EU-nationaliteit krijgt.

Het is Europeesrechtelijk overigens ook niet verboden om vingerafdrukken van EU-burgers te verwerken. Meer nog, op grond van verordening 2019/1157 is het zelfs verplicht om vingerafdrukken af te nemen, bij de aanmaak van een identiteitskaart, en mogelijk bij de aanmaak van een verblijfsdocument (in een andere lidstaat). Om gevallen van identiteitsfraude te vermijden is het dan nuttig of zelfs noodzakelijk om deze te kunnen vergelijken met deze vroeger afgenomen vingerafdrukken.

We merken hierbij ook nog op dat huidig artikel 51/3 zelfs geen verplichting bevatte om de vingerafdrukken nationaal te schrappen als ze Belg werden (hoewel dit wel in de praktijk gebeurde), terwijl de oude Eurodac-verordening ook reeds een gelijkaardige bepaling bevatte in artikel 13, lid 1, Verordening 603/2013. Wat dit betreft is het huidig wetsontwerp dus zelfs een verstrenging (of creëert het alleszins meer rechtszekerheid).”

Het verdient aanbeveling om die uitleg op te nemen in de bespreking van het artikel.

Artikel 12

1. De gemachtigde heeft beaamd dat in de Franse tekst van de bepaling onder 1° sprake moet zijn van een “*décision finale dans le cadre d’une demande de protection internationale*” zodat daarin de definitie overgenomen wordt die in artikel 1, § 1, 19°, van de wet van 15 december 1980 gegeven wordt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13, 1°.

2. De bepaling onder 2° moet aldus herzien worden dat vermeld wordt dat de woorden die in artikel 9bis, § 2, 2°, van de wet van 15 december 1980 vervangen moeten worden “de asielaanvraag in de zin van de artikelen 50, 50bis, 50ter en 51” zijn en niet “een asielaanvraag (...)”.

Artikel 13

Er dient vermeld te worden dat artikel 9ter vervangen is bij de wet van 29 december 2010.

Artikel 25

In de bepaling onder 2° wordt in hoofdzaak gesteld dat de verzoeker de documenten die zijn identiteit of nationaliteit vaststellen in originele vorm moet neerleggen en dat een kopie van deze documenten in het administratief dossier bewaard wordt, terwijl alle andere originele stukken die de verzoeker neerlegt om zijn verzoek te staven, kunnen worden bewaard in het administratief dossier gedurende de volledige duur van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming. De verzoeker krijgt een kopie van die stukken.

Op het verzoek om het verschil in behandeling te rechtvaardigen van enerzijds de documenten die de identiteit en de nationaliteit vaststellen en anderzijds de andere stukken, wat de bewaartermijn van het origineel betreft, en om in dat verband uit te leggen waarom de lering van arrest nr. 23/2021 van het Grondwettelijk Hof van 25 februari 2021 niet voor de andere stukken zou gelden, heeft de gemachtigde het volgende gesteld:

“De vernietiging door het Grondwettelijk Hof (n° 23/2021) betreft specifiek de neerlegging en inbewaarneming van identiteitsdocumenten door de asielinstanties.

Het Hof stelde dat dit een inmenging teweeg brengt in het recht van de verzoeker op eerbiediging van het privéleven (B.20) en verwees hiervoor naar rechtspraak van het EHRM (EHRM, 24 juli 2003, *Smirnova t. Rusland*, §§ 95 en 97)):

‘The Court finds it established that in their everyday life Russian citizens have to prove their identity unusually often, even when performing such mundane tasks as exchanging currency or buying train tickets. The internal passport is also required for more crucial needs, for example, finding employment or receiving medical care. The deprivation of the passport therefore represented a continuing interference with the applicant’s private life (see, *mutatis mutandis*, *Christine Goodwin v. the United Kingdom* [GC], n° 28957/95, § 77, ECHR 2002-VI).

Deze rechtspraak betreft eveneens specifiek identiteitsdocumenten en stelt dat het ontnemen van het paspoort - dat nodig is in het dagelijkse leven om zijn identiteit aan te tonen - een voortdurende inmenging vormt in het privéleven van de verzoeker.

Deze redenering geldt niet voor andere documenten zoals stavingstukken in de asielprocedure. Deze documenten worden neergelegd met een specifiek doel (het aantonen van een nood aan internationale bescherming) en moeten niet dagdagelijks door de verzoeker worden gebruikt. Indien de verzoeker toch over de originele stukken moet beschikken, kunnen deze mits een geldige reden steeds vervroegd worden teruggevraagd overeenkomstig artikel 48/6, § 1, 6^e lid.

Dit verschil rechtvaardigt bijgevolg een verschil inzake de bewaringstermijn.”

In arrest nr. 23/2021 heeft het Grondwettelijk Hof het volgende geoordeeld:

“B.15. Het vierde middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 10 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10, 11, 13 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 4 van de richtlijn 2011/95/EU, met artikel 9, lid 1, van de ‘Procedurerichtlijn’, met de artikelen 7 en 47 van het Handvest en met de artikelen 8 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Uit het verzoekschrift blijkt dat het middel meer specifiek betrekking heeft op artikel 48/6, § 2, van de wet van 15 december 1980 dat de neerlegging, de bewaring en de teruggave van de identiteitsdocumenten van de verzoeker om internationale bescherming regelt.

B.16. In een eerste onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat de bestreden bepaling de automatische inbeslagneming van de identiteitsdocumenten van de verzoeker om internationale bescherming voor de gehele duur van de procedure zou organiseren, en aldus een onverantwoorde en onevenredige inmenging in diens recht op eerbiediging van het privéleven met zich zou meebrengen.

B.17. Zoals is vermeld in B.9.1, waarborgen artikel 22 van de Grondwet, artikel 7 van het Handvest en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens het recht op eerbiediging van het privéleven.

(...)

B.19. Volgens artikel 48/6, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 moet de verzoeker om internationale bescherming zo spoedig mogelijk de originele stukken van de nationale en internationale documenten neerleggen die van dien aard zijn dat ze zijn identiteit of zijn nationaliteit vaststellen. Die stukken worden bewaard in het administratief dossier gedurende de hele duur van de behandeling van het verzoek. De verzoeker ontvangt, op zijn vraag, een kopie van de stukken waarvan de originelen worden bewaard in het administratief dossier en een ontvangstbewijs met een summier beschrijving van de neergelegde documenten (artikel 48/6, § 2, derde lid).

De teruggave van de voormelde originele stukken aan de vreemdeling of aan zijn raadsman gebeurt in beginsel na afloop van de procedure van behandeling van het verzoek om internationale bescherming (artikel 48/6, § 2, vierde lid).

Een vervroegde teruggave is, op verzoek van de verzoeker, in alle gevallen mogelijk op voorwaarde dat de noodzaak van een dergelijke teruggave op geldige wijze wordt verantwoord door laatstgenoemde (artikel 48/6, § 2, zesde lid). De parlementaire voorbereiding preciseert dat een dergelijke noodzaak kan worden vastgesteld in het kader van het voldoen aan bepaalde administratieve, wettelijke of andere vereisten waarvoor ‘het neerleggen of voorleggen van de desbetreffende originele stukken noodzakelijk is of wordt aangegeven (bv. stukken van de burgerlijke stand in het kader van een huwelijk, de vereiste documenten voor het openen van een bankrekening, een diploma dat toegang geeft tot een beroep)’ (*Parl. St.*, Kamer, 2016- 2017, DOC 54-2548/001, p. 41). ‘Indien de vervroegde teruggave wordt toegestaan, zal deze teruggave geen afbreuk doen aan de mogelijkheid

voor de betrokken instantie om van de verzoeker te eisen om het (de) betrokken originele stuk(ken) opnieuw neer te leggen éénmaal de stappen die de vervroegde teruggave rechtvaardigden voltooid zijn' (*ibid.*).

B.20. In zoverre de bestreden bepaling de verzoeker om internationale bescherming de verplichting oplegt om aan de instanties belast met de behandeling van het verzoek de originele documenten neer te leggen die van dien aard zijn dat ze zijn identiteit of zijn nationaliteit vaststellen en in zoverre zij bepaalt dat die stukken worden bewaard in het administratief dossier gedurende de hele duur van de behandeling van dat verzoek, brengt ze een inmenging teweeg in het recht van die verzoeker op eerbiediging van het privéleven (vgl. EHRM, 24 juli 2003, *Smirnova t. Rusland*, §§ 95 en 97).

Volgens de memorie van toelichting vormt de bestreden bepaling een omzetting van artikel 13, lid 1, van de 'Procedurerichtlijn' en van artikel 4, lid 2, van de richtlijn 2011/95/EU (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 37).

(...)

Artikel 13 van de 'Procedurerichtlijn' laat de lidstaten toe de verzoekers om internationale bescherming te verplichten documenten neer te leggen waaruit hun identiteit of hun nationaliteit blijkt. Het voorziet niets wat betreft de wijze van bewaring, met name inzake de duur en de teruggave van de neergelegde documenten.

Het Hof onderzoekt of de inmenging de in B.9.1 vermelde voorwaarden in acht neemt.

B.21.1. Luidens de memorie van toelichting is de bewaring van de originele identiteits- en reisdocumenten van de verzoekers om internationale bescherming tijdens de hele duur van de procedure verantwoord om volgende redenen:

2° De nieuwe tweede paragraaf beoogt het wettelijk vastleggen van bepaalde principes betreffende het neerleggen van ondersteunende stukken door de verzoeker om internationale bescherming, die tot op heden geregeld werden door artikel 23 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Het gaat om het gevolg van de verplichting in hoofde van de verzoeker om internationale bescherming om alle nodige elementen om zijn verzoek te ondersteunen, bedoeld in de eerste paragraaf, voor te leggen. Indien immers de verzoeker ondersteunende stukken aanbrengt voor de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties, dringt zich de vraag op naar het neerleggen van de stukken in het dossier, van de bewaring er van en hun teruggave.

Het eerste lid heeft betrekking op de bewaring van de originele nationale of internationale documenten die de identiteit of de nationaliteit van de verzoeker vaststellen door de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties, en betreft een omzetting van artikel 13.1 van de richtlijn 2013/32/EU en het artikel 4.2 van de richtlijn 2011/95/EU. Het gebruik van de identiteits- en reisdocumenten door de verzoeker tijdens het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming is immers onverenigbaar met zijn verzoek om internationale bescherming in het Rijk. Overigens, zoals hoger vermeld, vormt de vaststelling van de identiteit en de nationaliteit van de verzoeker een kernelement in het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, en dit tijdens de volledige duur er van. De bewaring van de originele stukken die deze identiteit en nationaliteit vaststellen laat bijgevolg de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties toe om, op elk moment tijdens de procedure, de echtheid er van na te gaan. De verzoeker om internationale bescherming is gehouden om deze stukken zo spoedig mogelijk neer te leggen, en dit vanaf de indiening van zijn verzoek om internationale bescherming, en de registratie er van bij de minister of zijn gemachtigde.

Dit lid voorziet eveneens de verplichte bewaring in het administratief dossier van de neergelegde, originele identiteitsdocumenten. Immers, gezien het gaat om stukken die betrekking hebben op een kernelement van het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming en gezien het noodzakelijk is dat deze stukken het administratief dossier kunnen volgen en onderzocht worden door de met het onderzoek van het verzoek belaste instantie die gevat is, is het niet uitsluitend de instantie die de stukken heeft ontvangen die de bewaring er van verzekert, maar de instantie belast met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, wanneer zij in het bezit wordt gesteld van het administratief dossier. Bijgevolg, indien de stukken worden neergelegd op het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen en een beroep werd ingediend tegen de beslissing er van bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wordt het administratief dossier overgedragen aan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, in overeenstemming met de artikelen 39/72, 39/77 of 39/77/1 met inbegrip van de identiteitsdocumenten die werden neergelegd op het Commissariaat-generaal. Indien de Raad het administratief dossier opnieuw overmaakt aan het Commissariaat-generaal, is dit met inbegrip van de identiteitsdocumenten die werden neergelegd tijdens de beroepsprocedure.' (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 37-38).

B.21.2. De verplichting voor de verzoekers om internationale bescherming om de originele stukken neer te leggen van de nationale en internationale documenten die van aard zijn hun identiteit of hun nationaliteit vast te stellen, en de verplichte afstand van die stukken met het oog op de bewaring ervan, in het dossier, tijdens het onderzoek van het verzoek, vormen een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokken verzoekers.

Het neerleggen van de originele stukken van de nationale en internationale documenten die de identiteit of de nationaliteit van de verzoeker kunnen vaststellen, en de bewaring ervan, in het dossier, tijdens het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, zijn bij de wet bepaald en streven een wettig doel na, namelijk het vaststellen en, in voorkomend geval, de controle van de identiteit en de nationaliteit van de verzoeker om internationale bescherming, die een centraal element vormen van het onderzoek van het verzoek, in de meer algemene context van het asielbeleid, de strijd tegen illegale immigratie en de bescherming van de openbare orde en de nationale veiligheid.

In zoverre hij de mogelijkheid biedt het beoogde doel te bereiken, is de betwiste maatregel relevant.

Er dient nog te worden nagegaan of die maatregel onevenredig is, door verder te gaan dan wat noodzakelijk is om het nagestreefde doel te bereiken.

B.21.3. De verplichting die wordt opgelegd aan de verzoeker om internationale bescherming om de originelen van de documenten die zijn identiteit of nationaliteit vaststellen zo spoedig mogelijk neer te leggen, moet de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties toelaten om de echtheid van die documenten na te gaan. Die maatregel gaat niet verder dan wat noodzakelijk is om het nagestreefde doel te bereiken.

De bestreden bepaling vermeldt voorts dat de voormelde documenten in het administratief dossier worden bewaard gedurende de volledige duur van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming. De wetgever heeft die maatregel noodzakelijk geacht om niet alleen de CGVS, maar desgevallend ook de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen toe te laten de echtheid van de bedoelde identiteitsdocumenten te onderzoeken (*Parl. St.*, Kamer, 2016- 2017, DOC 54-2548/001, pp. 38 en 39).

B.21.4. De bestreden maatregel komt erop neer de betrokken verzoekers gedurende heel die periode in beginsel het bezit van hun originele documenten te ontnemen. Om de vervroegde teruggave *ad hoc* kan worden verzocht, voor zover zij noodzakelijk is en geldig wordt gemotiveerd. De instanties belast met het onderzoek van het verzoek beoordelen dat verzoek.

B.21.5. In zoverre het de CGVS wordt toegestaan om de originele documenten in het dossier te bewaren tijdens de tijd die werkelijk noodzakelijk is om de echtheid ervan te onderzoeken, en rekening houdend met het feit dat de verzoeker in alle gevallen om de teruggave kan verzoeken indien hij die documenten nodig heeft, gaat de bestreden maatregel niet verder dan wat nodig is om de door de wetgever nagestreefde doelstellingen te bereiken.

B.21.6. Het doel dat erin bestaat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen toe te laten die documenten te verifiëren, kan daarentegen niet verantwoorden dat zij langer in het administratief dossier worden bewaard dan de duur die strikt noodzakelijk is voor een onderzoek ervan door de CGVS. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is immers, op grond van artikel 39/62 van de wet van 15 december 1980, gerechtigd alle bescheiden en inlichtingen omtrent de zaken waarover hij zich uit te spreken heeft, door de partijen te doen overleggen. Indien nodig kan hij dus eisen dat de identiteitsdocumenten worden overgelegd en kan hij ze op zijn beurt bewaren gedurende de periode die strikt noodzakelijk is voor het onderzoek ervan. Ten slotte dient de Raad bij verwerping van de aangebrachte stukken niet aan te tonen dat ze vals zijn, maar volstaat het aan te geven dat die stukken naar zijn oordeel geen of onvoldoende bewijswaarde bezitten (RvV, 4 juni 2020, nr. 236.399).

B.22. In zoverre het bepaalt dat de originele documenten die van aard zijn de identiteit of de nationaliteit van de verzoeker om internationale bescherming vast te stellen, in beginsel in het administratief dossier moeten worden bewaard tijdens de volledige duur van de behandeling van het verzoek, schendt artikel 48/6, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokken vreemdelingen.

B.23. Het eerste onderdeel van het vierde middel in de zaak nr. 7008 is gegrond. Bijgevolg dient artikel 48/6, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 te worden vernietigd zoals dat artikel is vervangen bij het bestreden artikel 10, alsmede het vierde lid van dezelfde bepaling dat daarmee onlosmakelijk verbonden is.”

In de bespreking van artikel 25 staat het volgende te lezen in verband met het begrip “originele nationale en internationale documenten die toelaten de identiteit en nationaliteit van de verzoeker vast te stellen”:

“Onder nationale of internationale documenten die de identiteit of de nationaliteit vaststellen, bevinden zich paspoorten en identiteitskaarten, of elk ander document uitgegeven door een openbare overheid van het land van de nationaliteit of het verblijf van de verzoeker of door een internationale organisatie die tot doel heeft om de identiteit of de nationaliteit van de verzoeker vast te stellen, waarop een foto is bevestigd of enig ander biometrisch gegeven (vb. vingerafdrukken) en die toelaat met zekerheid een band vast te stellen tussen de verzoeker om internationale bescherming en het desbetreffende stuk. Door dit lid worden niet de documenten bedoeld die een aanwijzing kunnen vormen van deze identiteit of deze nationaliteit, zonder tot doel te hebben om deze vast te stellen of deze vaststellen, zoals de rijbewijzen, de certificaten of de akten die de geboorte vaststellen, de nationaliteit, de woonst, het huwelijk, de procedurele akten (arrestatiebevel, oproeping, opsporingsbevel, akte van inbeschuldigingstelling, enz.), studentenkaarten, attesten, enz.”

Zodoende kunnen andere stukken dan de originele nationale of internationale documenten die de identiteit of de nationaliteit van de verzoeker vaststellen, persoonsgegevens bevatten.

Bijgevolg vormt het bewaren van het origineel van die stukken, indien ze, zoals in de bespreking van de bepaling lijkt gesteld te worden, persoonsgegevens bevatten, een inbreuk op het recht van de verzoeker op eerbiediging van het privéleven. Ook al streeft die maatregel, om dezelfde redenen als die welke zijn vermeld in arrest nr. 23/2021 van het Grondwettelijk Hof, een wettig doel na en is ze relevant om dat doel te bereiken, ze kan onevenredig blijken te zijn indien geen deugdelijke verantwoording gegeven wordt voor wat betreft verscheidene stukken die in de bespreking worden vermeld, met name het rijbewijs en de certificaten of de akten die het huwelijk vaststellen, aangezien deze persoonsgegevens bevatten en tijdens de volledige duur van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming in het administratief dossier bewaard zullen worden.⁸

Het voorontwerp moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

Artikel 28

1. Op de vraag, in verband met de bepaling onder 2°, waarom artikel 352 van het Strafwetboek enkel van toepassing is op de ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken wat betreft de medische gegevens waarvan zij bij de uitoefening van hun ambt kennis krijgen, en niet wat andere gegevens betreft, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Dit is louter een technische aanpassing, zie huidig artikel 48/9, § 2, lid 2 Wet 15 december 1980.”

Uit het feit dat de voorliggende bepaling er zich toe beperkt de tekst van artikel 48/9, § 2, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 over te nemen, kan niet opgemaakt worden waarom artikel 352 van het Strafwetboek enkel op de ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken van toepassing is wat betreft de medische gegevens waarvan zij bij de uitoefening van hun ambt kennis krijgen.

Tenzij voor die beperking een verantwoording kan worden gegeven, met name in het licht van artikel 87 van het voorontwerp dat voor de ambtenaren van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen niet in die beperking voorziet, moet het dispositief artikel 352 van het Strafwetboek van toepassing verklaren op alle inlichtingen waarvan de ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken bij de uitoefening van hun ambt kennis krijgen.

⁸ In de bespreking van het artikel staat in dat verband te lezen dat “de teruggave [gebeurt] nadat een definitieve beslissing werd genomen betreffende het verzoek om internationale bescherming”. In artikel 1, § 1, 19°, van de wet van 15 december 1980 wordt het begrip “definitieve beslissing in het kader van een verzoek om internationale bescherming” gedefinieerd als “een beslissing of de vreemdeling de vluchtelingenstatus of de subsidiaire beschermingsstatus wordt verleend en waartegen geen rechtsmiddel meer openstaat (...), ongeacht of dit rechtsmiddel tot gevolg heeft dat de verzoeker op het grondgebied mag blijven in afwachting van het resultaat”.

2. In de bespreking van het artikel staat niet te lezen wat de draagwijdte is van de bepalingen onder 4° en 5°. De bespreking moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

Artikel 29

1. De gemachtigde heeft beaamd dat in de bepaling onder 2° verwezen moet worden naar artikel 14, lid 1, punt a), van verordening (EU) 2024/1347 (in plaats van naar verordening 2024/1348).
2. De voorliggende bepaling moet aldus aangevuld worden dat daarin bepaald wordt dat ook de woorden “de opheffing of” opgeheven moeten worden in artikel 49, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980.
3. De Franse tekst van de bepaling onder 7° moet aldus worden herzien dat daarbij de woorden “abrogé ou” opgeheven worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30, 9°.

Artikel 30

1. De gemachtigde heeft beaamd dat de bepaling onder 2° aldus herzien moet worden dat daarin de vervanging van de woorden “op te heffen overeenkomstig artikel 57/6, eerste lid, 4°” geschrapt wordt, welke woorden niet voorkomen in artikel 49/2, § 2, dat bij de bepaling onder 2° wordt gewijzigd.
2. De gemachtigde heeft beaamd dat de voorliggende bepaling aldus aangevuld moet worden dat zij voorziet in de vervanging van de woorden “de subsidiaire beschermingsstatus die aan een vreemdeling werd toegekend, op te heffen overeenkomstig artikel 57/6, eerste lid, 4°”, die voorkomen in artikel 49/2, § 4, eerste lid, van de wet van 15 december 1980.

Artikel 33

De bepaling heft artikel 49/4 van de wet op.

In de bespreking van het artikel staat het volgende te lezen:

“Het artikel 49/4, dat nog verwees naar de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, dient opgeheven te worden. Het leek ten tijde van de invoering van deze bepaling (1996) nog wenselijk de nationale toezichthoudende autoriteit expliciet te benoemen, gelet op artikel 38, § 12, Schengenuitvoeringsovereenkomst en artikel 15, § 12, Dublin-overeenkomst. Deze bepalingen zijn echter reeds lang opgeheven en de huidige Pactverordeningen leggen niet op om dit specifiek wettelijk te regelen. Zo verwijst artikel 72 van Verordening (EU) 2024/1351 in het algemeen naar ‘de bevoegde toezichthoudende autoriteit of autoriteiten van elke lidstaat’ die toezien op de rechtmatigheid van de verwerking van persoonsgegevens ‘in overeenstemming met het

ationale recht'. Het is reeds voldoende duidelijk dat dit in België naargelang het geval de Gegevensbeschermingsautoriteit (wet van 3 december 2017) of het Controleorgaan op de politionele informatie (Titel 7 van de wet van 30 juli 2018) is.

Voorts is er artikel 42, lid 3, van de Verordening (EU) 2024/1358, dat enkel oplegt om in een brochure de contactgegevens van de nationale toezichthoudende autoriteiten te vermelden. Dit is een standaardbepaling in verordeningen over Europese databanken (zie bv. ook artikel 50, lid 1, punt h, van de EES-verordening (EU) 2017/2226, dat evenmin als dusdanig werd omgezet in Belgisch recht)."

De gemachtigde heeft de volgende redenen gegeven voor de opheffing:

"Zoals vermeld in de memorie bij dit artikel 33 regelt de wet van 3 december 2017 de bevoegdheden van de GBA reeds voldoende duidelijk: op grond van die wet blijkt al dat zij in voorkomend geval ook toezicht houdt over verwerkingen door DVZ in kader van Dublin/AMMR.

Hetzelfde geldt trouwens voor verwerkingen in Eurodac, zie de memorie bij artikel 11: het oude artikel 51/3 bevatte ook nog een verwijzing naar de CBPL, die evenmin wordt hernomen (ook niet met een verwijzing naar GBA) in het nieuwe artikel 8octies. Bij Eurodac is het overigens complexer: daar zou het naargelang het geval (of de verwerkingen gebeuren door DVZ dan wel politie) de GBA of de COC zijn die bevoegd is. Het lijkt aanbevolen gewoon terug te vallen op de respectievelijke basiswetgevingen (voor COC: Titel 7 van de wet van 30 juli 2018) voor de bevoegdheidsverdeling tussen GBA en COC. Het is onwenselijk en zelfs contraproductief dit (opnieuw) te willen regelen in de Vreemdelingenwet, een verwijzing in de memorie naar de GBA- en COC-wetgeving kan ruimschoots volstaan.

Dit is ook in lijn met de huidige logica van de vreemdelingenwet, deze vermeldt nergens de GBA. We zouden dus een precedent scheppen om enkel in kader van asiel ernaar te verwijzen. Dit lijkt eveneens contraproductief: we creëren dan alleen maar de vraag waarom het niet geregeld is voor andere verblijfs- (of verwijderings-)procedures in de Vw.

De enige plaats in Vw waar, na deze Pact-wet, nog gesproken zou worden over de CBPL, is in het specifieke kader van artikel 30bis (biometrie in andere context dan Eurodac). Dit dient bij een latere gelegenheid best ook aangepast (geschrapt) te worden. Dit valt echter ruim buiten het bestek van het Pact-wetsontwerp."

Die uitleg, met name die in verband met artikel 30bis, zou in de bespreking van het artikel opgenomen moeten worden.

Artikel 35

In het ontworpen artikel 50/1, § 2, eerste lid, dient, om de reden die in opmerking 2 bij artikel 10 uiteengezet is, de formule "de minister of zijn gemachtigde" gebruikt te worden in plaats van aan de gemachtigde rechtstreeks een taak toe te kennen.

Artikel 39

Ter wille van de nauwkeurigheid en de duidelijkheid moet in de ontworpen paragraaf 1 verwezen worden naar hoofdstuk II van deel III van verordening (EU) 2024/1351 van het Europees Parlement en de Raad van 14 mei 2024 ‘betreffende asiel- en migratiebeheer, tot wijziging van de Verordeningen (EU) 2021/1147 en (EU) 2021/1060 en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 604/2013’. De bepalingen van die verordening stellen de criteria vast voor het bepalen van de lidstaat die verantwoordelijk is voor het onderzoek van het verzoek.

Zo ook dient in paragraaf 5 specifieker naar de artikelen 39 en 41 van dezelfde verordening verwezen te worden.⁹

Artikel 40

Er moet specifieker naar artikel 41 van verordening (EU) 2024/1351 verwezen worden.

Artikel 41

In de ontworpen paragraaf 1 moet specifieker naar artikel 42 van verordening (EU) 2024/1351 verwezen worden en in de ontworpen paragraaf 3 specifieker naar artikel 46 van die verordening.

Artikel 47

1. De gemachtigde heeft beaamd dat in de ontworpen paragraaf 2 de woorden “onder voorbehoud van artikel” aangevuld moeten worden met het nummer “39/70”.

2. In de Franse tekst van paragraaf 2 dient men, overeenkomstig het bepaalde in de Nederlandse tekst, “n’est pas autorisé à entrer dans le Royaume et est refoulé” te schrijven in plaats van “n’est pas autorisé à entrer et est refoulé dans le Royaume”.

In de Nederlandse tekst van diezelfde paragraaf schrijve men “en teruggedreven wordt nadat” in plaats van “en teruggedreven nadat”.

⁹ Zie in dat verband advies 75.158/3-VR van 25 maart 2024 over een voorontwerp van gezamenlijk decreet en ordonnantie “houdende het Wetboek voor governance en gegevensbeheer”, punt 63.

Artikel 48

De bepaling moet aldus herzien worden dat daarin vermeld wordt dat artikel 52/4, tweede lid, vervangen, en niet gewijzigd, is bij de wet van 10 augustus 2015.

Artikel 58

In paragraaf 3 heeft het eerste zinsdeel van de bepaling beginnend met het woord “Aangezien” en eindigend met de woorden “van het persoonlijk onderhoud is voorzien” geen normatieve draagwijdte. Dat zinsdeel moet weggelaten worden uit het dispositief en wat er in staat moet eventueel in de bespreking van het artikel opgenomen worden.

Artikel 60

De ontworpen paragraaf 1, tweede lid, luidt als volgt:

“13° De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen zorgt ervoor dat de behandelingsprocedure binnen een termijn van zes maanden na de indiening van het verzoek om internationale bescherming wordt afgerond. Wanneer een verzoek onder de procedure van Verordening (EU) nr. 604/2013 valt, vangt de termijn van zes maanden aan op het tijdstip waarop overeenkomstig die Verordening wordt vastgesteld dat België verantwoordelijk is voor de behandeling van het verzoek, de verzoeker zich in België bevindt en de Dienst Vreemdelingenzaken de verzoeker heeft overgenomen.”

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat, in de context van de ontworpen bepaling, verstaan moet worden onder het begrip “overname door de Dienst Vreemdelingenzaken”, terwijl bepaald is dat België verantwoordelijk is voor het verzoek. Het verdient aanbeveling om dat te verduidelijken in de bespreking van het artikel.

Artikel 70

1. In het ontworpen artikel 57/7/1, § 1, eerste lid, staat te lezen dat

“het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen nauwkeurige en actuele informatie [kan] verzamelen uit verschillende bronnen, zoals het Asielagentschap van de Europese Unie en de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor vluchtelingen, alsmede relevante internationale mensenrechtenorganisaties”.

Op de vraag waarom het woord “verzamelen” gebruikt wordt, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L’utilisation du terme ‘obtenir/verzamelen’ est une transposition littérale de l’article 10, § 3, b) de la directive 2023/32/UE (‘À cet effet, les États membres veillent à ce que (...) des informations précises et actualisées soient obtenues auprès de différentes sources...’; ‘Daartoe zorgen de lidstaten ervoor dat (...) er nauwkeurige en actuele informatie wordt verzameld uit verschillende bronnen...’; ‘To that end, Member States shall ensure that (...) precise and up-to-date information is obtained from various sources...’).

Il est entendu que s'il apparaît nécessaire pour qu'une décision soit prise à l'issue d'un examen approprié, le Commissariat général peut solliciter des informations auprès de différentes sources. C'est la portée de l'article 57/7/1, § 1^{er} (article 70 en projet, transposant l'article 10, § 3, b) de la directive 2023/32/UE). À noter qu'un examen approprié peut être mené sans qu'il soit en tous les cas nécessaire d'obtenir des informations précises et actualisées sur la situation générale existant dans les pays d'origine des demandeurs et, le cas échéant, dans les pays par lesquels les demandeurs ont transité.

Parmi les 'différentes sources', sont cités à titre d'exemples l'Agence de l'Union européenne pour l'asile et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ainsi que les organisations internationales compétentes en matière de droits de l'homme.

Ces sources citées à titre d'exemples ne sont pas nécessairement dépositaires des informations sollicitées et ne sont pas nécessairement tenues de les communiquer. Si l'une ou l'autre des sources citées à titre d'exemple ne communique pas – pour une raison ou une autre – les informations sollicitées, le Commissariat général peut obtenir (ou du moins rechercher) dans la mesure du possible les informations nécessaires auprès d'autres sources."

Zoals de gemachtigde aangeeft, komt het niet toe aan de Belgische wetgever om verplichtingen op te leggen ten laste van Europese instellingen of internationale organisaties. Om dubbelzinnigheid daaromtrent te voorkomen moeten de woorden "verzamelen uit" vervangen worden door de woorden "inwinnen bij".

2. De ontworpen paragraaf 3, tweede lid, voorziet in de uitzondering waarbij de toegang tot de informatie of de bronnen in het dossier van de verzoeker geweigerd kan worden indien deze toegang "de internationale betrekkingen van de lidstaten" zou schaden. De gemachtigde heeft in dat verband het volgende gesteld:

"L'article 23, § 1^{er}, alinéa 2 de la directive [2013]/32/UE ne laisse pas entendre que 'les relations internationales des États membres' ne viseraient que les relations internationales de l'État membre dans lequel est examinée la demande de protection internationale. Il en est de même pour l'article 18, § 2, alinéa 1^{er} du règlement (UE) 2024/1348.

La circonstance en question ('la divulgation d'informations ou de leurs sources serait préjudiciable aux relations internationales des États membres') permet une exception à l'accès aux informations et aux sources versées au dossier du demandeur. Cette notion n'a pas encore été circonscrite par la jurisprudence. Dès lors que la disposition transposée (pas plus que la disposition équivalente du règlement (UE) 2024/1348) ne limite pas elle-même la portée de cette notion, il est préférable de la transposer littéralement dans la loi belge."

Van die uitleg wordt akte genomen.

3. De ontworpen paragraaf 3, tweede lid, bepaalt voorts dat, indien de toegang tot de informatie of de bronnen in het dossier van de verzoeker geweigerd wordt,

"a) (...) er aan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen toegang verleend [wordt] tot die informatie of bronnen; en

b) (...) procedures [garanderen] dat de rechten van verdediging van de verzoeker worden gerespecteerd."

Teneinde de draagwijdte van die twee voorwaarden beter af te bakenen, geeft de bespreking van de bepaling de volgende verduidelijking:

“Wanneer het Commissariaat-generaal de verzoeker en/of zijn advocaat de toegang weigert tot de informatie en bronnen in het dossier op basis waarvan een beslissing is of zal worden genomen, heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen toegang tot deze informatie of bronnen in het dossier op basis waarvan een beslissing is genomen en garanderen de procedures dat de rechten van de verdediging van de verzoeker worden geëerbiedigd.

Wanneer beroep wordt aangetekend tegen een beslissing van het Commissariaat-generaal, zendt of bezorgt de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen een kopie van het verzoekschrift aan het Commissariaat-generaal, dat het administratief dossier doorzendt of neerlegt bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (artikelen 2.36 en 2.56 van de wet betreffende de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen).

De informatie en de bronnen die het Commissariaat-generaal aan het dossier van de verzoeker heeft toegevoegd, zijn betrokken bij deze doorzending of neerlegging zodra deze informatie en bronnen deel uitmaken van het administratief dossier dat wordt doorgezonden of neergelegd bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

Artikel 2.11 van de wet betreffende de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen regelt de specifieke procedure die moet worden toegepast voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen wanneer een van de partijen een stuk neerlegt voor de Raad en verzoekt dat de andere partijen geen toegang krijgen tot dit document.”

Uit die bespreking blijkt dat de procedures vermeld in de ontworpen paragraaf 3, tweede lid, b), die zijn welke geregeld worden in het voorontwerp van wet ‘betreffende de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen’ waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 78.749/4 gegeven heeft. Bijgevolg heeft punt b) geen normatieve draagwijdte en moet het weggelaten worden.

Artikel 72

Artikel 57/8/1, zoals dat gewijzigd wordt bij deze bepaling, luidt als volgt:

“De vreemdeling die overeenkomstig artikel 49, § 1, als vluchteling wordt erkend dient het geldig nationaal paspoort waarover hij beschikt, in bewaring te geven bij de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen.

Het niet in bewaring geven of terugvragen zonder geldige reden van het paspoort door de in het eerste lid vermelde persoon, kan een nieuw element vormen waaruit blijkt dat er redenen zijn om te heroverwegen of die persoon in aanmerking komt voor de vluchtelingenstatus op grond van artikel 57/6/7 of van artikel 66 van Verordening (EU) 2024/1348.

Het paspoort kan worden teruggevraagd wanneer het paspoort niet langer geldig is of wanneer de betrokkene het burgerschap van een lidstaat heeft verworven.”

Op de vraag of rekening gehouden is met de opmerkingen die de afdeling Wetgeving in advies 61.399/4 gemaakt heeft en met de lering van arrest nr. 23/2021 van het Grondwettelijk Hof, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Artikel 72 wijzigt het principe van inbewaargeving van het origineel paspoort door de erkende vluchteling niet. Deze verplichting werd ingevoerd door de wet van 21 november 2017 tot wijziging van de wet van 15 december 1980. De memorie van toelichting bij art. 57/8/1 (DOC. 54, 2548/001, p. 146) stelde hierover:

‘Een erkend vluchteling kan immers in principe zijn geldig nationaal paspoort niet bijhouden, aangezien hij de bescherming van het land waarvan hij de nationaliteit bezit, niet meer wil invoeren uit hoofde van een gegronde vrees voor vervolging. Dit is eigen aan de definitie van vluchteling en wordt als dusdanig ook erkend door het UNHCR (zie UNHCR, *Handbook and Guidelines on procedures and criteria for determining refugee status*, Geneva, december 2011, § 49: ‘once recognized, a refugee should not normally retain his national passport.’). Bovendien verplichten artikel 28 van de Conventie van Genève en artikel 25 van de richtlijn 2011/95/EU de lidstaten om reisdocumenten te verstrekken aan erkende vluchtelingen. Een erkend vluchteling kan dus voor reizen buiten het grondgebied van de staat die hem als vluchteling heeft erkend, steeds een reisdocument voor vluchtelingen bekomen. Het model reisdocument in de bijlage bij de Conventie van Genève vermeldt zelf dat dit document de plaats kan vervullen van het nationaal paspoort.

In België kan het reisdocument voor vluchtelingen worden aangevraagd bij en uitgereikt door de provinciale paspoortdienst, waarvan de gemeente deel uitmaakt waar de betrokken vluchteling ingeschreven is in het bevolkingsregister (artikel 6 van het Ministerieel Besluit van 19 april 2014 aangaande de afgifte van paspoorten). Er is in beginsel dan ook geen reden voor een erkend vluchteling om zijn geldig nationaal paspoort bij te houden en/of hiervan gebruik van te maken.

Aangezien een nationaal paspoort eigendom is van de staat die het heeft uitgereikt en slechts ter beschikking wordt gesteld van de houder, gaat het om een tijdelijke inbewaargeving bij de Commissaris-generaal.

Een erkend vluchteling kan zijn paspoort terugvragen, mits gegronde reden. Een geldige reden zou bijvoorbeeld kunnen zijn dat de vluchteling het paspoort nodig heeft om te trouwen of om te reizen naar bepaalde landen die het reisdocument voor vluchtelingen niet erkennen. De niet teruggave van het nationaal paspoort aan de vreemdeling die de status van vluchteling heeft verkregen kan er in elk geval niet toe leiden dat er afbreuk wordt gedaan aan de status die hem is verleend.’

Wat betreft de kritiek van de Raad van State in zijn advies nr. 61.399 werd als volgt geantwoord in de memorie van toelichting:

‘Om tegemoet te komen aan de opmerking van de Raad van State wordt verduidelijkt dat inbewaargeving van het geldig nationaal paspoort niet geldt voor personen met de subsidiaire beschermingsstatus aangezien zij zich in een andere, niet vergelijkbare situatie bevinden. In tegenstelling tot personen met de vluchtelingenstatus, hebben personen met de subsidiaire beschermingsstatus immers in de meeste situaties geen problemen met de autoriteiten van hun land van herkomst, aangezien het reëel risico op ernstige schade niet uitgaat van of veroorzaakt wordt door deze autoriteiten. Zij kunnen dus in principe steeds terecht bij hun nationale overheden om een nationaal paspoort te verkrijgen. Een uitzondering hierop is de situatie van personen met de subsidiaire beschermingsstatus die in de onmogelijkheid zijn om een nationaal paspoort te verkrijgen, wegens bv. de gebrekkige staatsstructuur (bv. Somalië). Zij kunnen *in casu* wel een beroep doen op de Belgische overheid om een reisdocument te bekomen.

Er kan in dit verband gewezen worden op de duidelijke, verschillende situaties voorzien in artikel 25 van richtlijn 2011/95/EU, waar de lidstaten aan personen met de vluchtelingenstatus (25.1) verplicht een reisdocument moeten verstrekken, terwijl dit voor personen met de subsidiaire beschermingsstatus (25.2) slechts vereist is indien zij geen nationaal paspoort van hun autoriteiten kunnen verkrijgen. Gelet op dit onderscheid, is een verschil in behandeling gerechtvaardigd en is het niet aangewezen om het paspoort van personen met de subsidiaire beschermingsstatus in bewaring te nemen. Dit doet geen afbreuk aan het feit dat het eventueel gebruik van het paspoort door een persoon met de subsidiaire beschermingsstatus om terug te keren naar zijn land van herkomst een indicatie vormt dat er in zijn hoofdte niet langer een reëel risico bestaat en dat bijgevolg aanleiding kan geven tot een heroverweging van het statuut. Zie in dit verband ook de meldingsplicht bij terugkeer voor erkende vluchtelingen en personen met de subsidiaire beschermingsstatus bepaald in artikel 7.’

Volledigheidshalve wordt opgemerkt dat artikel 57/8/1 niet werd aangevochten voor het Grondwettelijk Hof en de bewaring conform de instructies van het Hof aangaande artikel 48/6, § 2 beperkt is tot de periode noodzakelijk voor het bereiken van het doeleinde. Zo mag een erkend vluchteling geen gebruik maken van zijn nationaal paspoort en kan hij in de plaats daarvan een vluchtelingenpaspoort aanvragen.

Het nieuwe derde lid van artikel 57/8/1 ten slotte voert in overeenstemming met Verordening 2016/679 (algemene verordening gegevensbescherming) en de naleving van de beginselen van doelbinding en opslagbeperking het principe in dat de betrokkene het paspoort kan terugvragen:

- wanneer het paspoort niet langer geldig is: de betrokkene kan het paspoort dan niet meer gebruiken en het doel voor de bewaring is niet langer vervuld;
- wanneer de betrokkene het burgerschap van een lidstaat heeft verworven: de betrokkene is dan geen vluchteling meer en het doel voor de bewaring is niet langer vervuld.”

Het verdient aanbeveling om die extra uitleg op te nemen in de bespreking van het artikel.

Artikel 75

De ontworpen bepaling regelt het temporele toepassingsgebied van de afdeling die bij artikel 74 van het voorontwerp ingevoegd wordt, en dit overeenkomstig artikel 79 van verordening (EU) 2024/1348.

Die laatste bepaling luidt als volgt:

“Inwerkingtreding en toepassing

1. Deze verordening treedt in werking op de twintigste dag na die van de bekendmaking ervan in het Publicatieblad van de Europese Unie.
2. Deze verordening is van toepassing met ingang van 12 juni 2026.
3. Deze verordening is van toepassing op de procedure voor het verlenen van internationale bescherming met betrekking tot verzoeken die worden ingediend vanaf 12 juni 2026. Vóór die datum ingediende verzoeken om internationale bescherming vallen onder Richtlijn 2013/32/EU. Deze verordening is van toepassing op de procedure tot intrekking van de internationale bescherming indien het onderzoek met het oog op de

intrekking van de internationale bescherming is begonnen op of na 12 juni 2026. Indien het onderzoek met het oog op de intrekking van de internationale bescherming vóór 12 juni 2026 is begonnen, valt de procedure inzake intrekking van de internationale bescherming onder Richtlijn 2013/32/EU.

4. Voor de lidstaten die niet gebonden zijn door Richtlijn 2013/32/EU, gelden verwijzingen in lid 3 van dit artikel als verwijzingen naar Richtlijn 2005/85/EG.”

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat de meerwaarde is van de bepalingen die opgesomd worden in de ontworpen paragraaf 2, die, gelet op hun draagwijdte, hoe dan ook van toepassing zullen zijn op de betrokken procedures inzake de verzoeken om internationale bescherming.

Bovendien zou de beoogde werkwijze op het vlak van de rechtszekerheid een probleem kunnen doen rijzen indien zou blijken dat de lijst van de artikelen onvolledig is.

De voorliggende bepaling moet in het licht van deze opmerking herzien worden. In voorkomend geval moet de bespreking van het artikel dienovereenkomstig aangevuld worden.

Artikel 78

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 57/11/4 moeten de woorden “son représentant” vervangen worden door de woorden “son délégué”.

Artikel 79

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 57/11/5, § 1, moeten de *litterae* herzien worden.

Artikel 85

Op een verzoek om meer uitleg over de termijn van negenendertig dagen waarin de ontworpen bepaling voorziet, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Vooreerst moet benadrukt worden dat de verdeling van termijnen in eerste instantie een interne verdeling is tussen de diensten. Teneinde dit vast te leggen werd ervoor gekozen de termijnen van de administratieve procedure vast te leggen in de vreemdelingenwet.

De beroepstermijn in het kader van de procedure bij de RvV wordt inderdaad bepaald in de wet op de RvV, artikel 2.15. De 14 dagen waarvan sprake hieronder is daarin geen termijn, dit is louter een forfaitaire termijn waar de diensten rekening mee houden bij de inschatting van welke termijn zij zelf hebben voor de behandeling van het dossier. Voor de beroepstermijnen, zowel de termijn zelf als het moment waarop die termijnen beginnen lopen, is enkel de tekst van de wet op de RvV van toepassing.

De termijn voorzien in dit artikel is dus een explicitering van de onderlinge afspraken tussen DVZ, het CGVS en de RvV. Deze heeft geen rechtstreekse gevolgen voor de verzoeker zelf (het is een termijn van orde). Voor de verzoeker, die zich aan de grens bevindt, geldt enkel de maximale termijn van 12 weken, zoals bepaald in de APR. Indien de diensten de termijn bepaald in artikel 57/11/11 VW niet respecteren, heeft dit geen rechtstreeks gevolg voor de verzoeker. Indien de diensten de termijn van 12 weken bepaald in artikel 51, lid 2 APR overschrijden, heeft dit wel een rechtstreeks gevolg voor de vreemdeling: de grensprocedure kan niet worden verdergezet, hij wordt toegelaten tot het grondgebied en hij kan niet langer worden vastgehouden op grond van artikel 74/5 VW (eventueel wel op grond van 74/6). De termijn van 57/11/11 VW is dus een interne termijn, van belang voor de diensten, terwijl voor de verzoeker enkel de termijn van 12 weken belang is.”

Het verdient aanbeveling om die uitleg op te nemen in de bespreking van het artikel.

Artikel 91

In het ontworpen artikel 74/5, § 3/1, dient vermeld te worden dat artikel 51, lid 2, van verordening (EU) 2024/1359 bedoeld wordt.

Artikel 92

Op de vraag welke nadere regels de Koning overeenkomstig paragraaf 3 mag vaststellen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“De verplichting om te voorzien dat de vreemdeling een termijn voor vrijwillig vertrek kan vragen vloeit rechtstreeks voort uit Verordening 2024/1349. De wetgever voorziet een delegatie aan de Koning, die kan bijvoorbeeld bepalen dat de vreemdeling dit (al dan niet) kan vragen bij de directeur van het gesloten centrum.”

Het verdient aanbeveling om die uitleg op te nemen in de bespreking van de bepaling.

Artikel 93

De gemachtigde heeft beaamd dat in de Franse tekst van de bepaling onder 3° de woorden “paragraphe 3” vervangen moeten worden door de woorden “paragraaf 1”.

Artikel 97

Artikel 74/10, zoals dat gewijzigd wordt bij deze bepaling, luidt als volgt:

“Met uitzondering van de bepalingen bedoeld in het artikel 74/17, § 1, zijn de bepalingen van de huidige Titel niet van toepassing op de onderdaan van een derde land die het voorwerp uitmaakt van een beslissing van weigering tot toegang overeenkomstig artikel 14 van de Schengengrenscodes en die vervolgens geen machtiging tot verblijf in de genoemde lidstaat of het recht om er te verblijven heeft verkregen.”

Op de vraag wat de betekenis is van de uitdrukking “in de genoemde lidstaat”, gelet op de opheffing van de woorden die naar “de buitengrens van een lidstaat” verwijzen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Dit zijn woorden die momenteel in de vreemdelingenwet zijn opgenomen en opgeheven zullen worden door dit wetsontwerp, net omdat het niet coherent is.”

Deze bepaling moet herzien worden met het oog op de interne samenhang van artikel 74/10.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO